



RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ LORGUES

1. RAPPORT DE PRÉSENTATION

Élaboration prescrite le 29/09/2020

Arrêtée le 30/06/2023

Approuvée le .././....



PUBLICITÉS



PRÉENSEIGNES



ENSEIGNES

SOMMAIRE

Préambule	5
I. Pourquoi élaborer un règlement local de publicité.....	5
II. La complémentarité avec le PLU	5
III. Les dispositifs publicitaires concernés par le RLP	6
Partie 1 : DIAGNOSTIC.....	9
Chapitre 1 : Contexte communal.....	10
I. Contexte géographique et démographique	10
II. Contexte paysager du territoire	11
III. Contexte et enjeux patrimoniaux du territoire	14
IV. Contexte viaire.....	18
V. Contexte économique du territoire.....	20
VI. Les grandes ambitions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU, zoom sur les ambitions en lien avec le Règlement Local de Publicité ..	21
VII. Contexte réglementaire.....	23
VIII. Les règles relatives à la taille des agglomérations	28
Chapitre 2 : État des lieux des publicités et enseignes et enjeux	39
I. État des lieux général	39
II. Les secteurs à enjeux.....	40
Chapitre 3 : Synthèse des enjeux en matière d'affichage	60

Partie 2 : ORIENTATIONS ET OBJECTIFS..... 62

Orientation 1 - Préserver et mettre en valeur l'identité de Lorgues, ses richesses paysagères et patrimoniales	63
Orientation 2 – Valoriser les paysages urbains et la qualité du cadre de vie quotidien	65
Orientation 3 – Assurer la visibilité des activités économiques et culturelles locales	66

Partie 3 : JUSTIFICATIONS DES CHOIX 67

Chapitre 1 : La délimitation des zones du règlement local de publicité	68
I. ZP1 : centre historique:	68
II. ZP2 : le centre ville élargi.....	69
III. ZP3 : Les pôles économiques.....	69
IV. ZP4 : les quartiers à dominante résidentielle	70
V. ZP5: les secteurs hors agglomérations	70
Chapitre 2 : Choix retenus pour la partie réglementaire :	71
I. Dispositions relatives à la publicité et aux préenseignes	71
II. Dispositions relatives aux enseignes	75
III. Synthèse générale	82

Préambule

I. Pourquoi élaborer un règlement local de publicité

Les dispositifs publicitaires, si leur utilisation n'est pas règlementée, peuvent menacer la qualité du cadre de vie en le banalisant et en lui conférant une dépréciation paysagère notable. Pour autant ces dispositifs peuvent être indispensables au développement de l'économie locale et aux commerces de proximité qui ont besoin de cette visibilité.

Depuis la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi ENE), les règlements locaux de publicité (RLP) sont devenus des outils réglementaires qui permettent aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme de contenir l'impact de la publicité extérieure (dispositifs publicitaires, enseignes et pré enseignes) tout en veillant à préserver la liberté d'expression.

Par délibération en date du 29/09/2020, le conseil municipal de Lorgues a prescrit l'élaboration de son RLP. À travers ce document de planification, il s'agit de concilier visibilité économique et préservation du cadre de vie.

Le règlement local de publicité (RLP) pourra fixer des règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes, visibles des voies ouvertes à la circulation publique. Conformément à l'article L581-2 du Code de l'Environnement, il s'appliquera sans distinction d'une implantation sur une dépendance du domaine public ou du domaine privé afin de préserver la qualité du paysage urbain et protéger le cadre de vie tout en prenant en considération les besoins de communication des acteurs locaux.

II. La complémentarité avec le PLU

Établi en fonction des enjeux locaux en matière d'affichage publicitaires, de préenseignes et d'enseignes, le RLP s'inscrit dans le prolongement des orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme (PLU) communal.

Ce dernier, approuvé le 12 juillet 2017, fonde son projet sur la protection de ses richesses agricoles, naturelles et le développement économique et touristique de son territoire.

Forte de cette démarche, Lorgues s'est engagée dans la construction d'un RLP, véritable outil de qualification paysagère qui, développé en cohérence avec le PLU renforce, la vision stratégique durable du territoire.

Dans cette dynamique et sans perdre de vue la nécessaire garantie de la liberté d'expression, du commerce et de l'artisanat qui participent directement, par leurs affichages, à l'ambiance et la qualité urbaine quotidienne des 9 000 résidents, travailleurs, usagers mais aussi aux visiteurs ; il s'agit de considérer plusieurs préoccupations en lien avec le cadre de vie et l'environnement qui exigent une approche transversale et globale dans l'élaboration d'une réglementation de la publicité.

III. Les dispositifs publicitaires concernés par le RLP

1. Trois dispositifs concernés

1.1. L'enseigne (article L581-3 du CE)

Définition : Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

- Dispositif installé sur la façade commerciale ou l'unité foncière du lieu d'activité concerné par l'inscription, forme ou image ;
- Les chevalets au sol, lorsque ceux-ci sont placés sur l'emprise d'un espace faisant l'objet d'une autorisation d'occupation du domaine public (terrasse de restaurant,...).

Les principales enseignes sont les suivantes :



1/ Enseigne installée sur une toiture ou terrasse en tenant lieu

2/ Enseigne apposée à plat ou parallèlement à un mur (de façade ou de clôture)

3/ Enseigne apposée perpendiculairement à un mur

4/ Enseigne scellée ou installée directement sur le sol

5/ Enseigne apposée sur un store, un auvent

Exemples



1.2. La publicité (article L581-3 du CE)

Définition : toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, à l'exception des enseignes et préenseignes.

Exemples



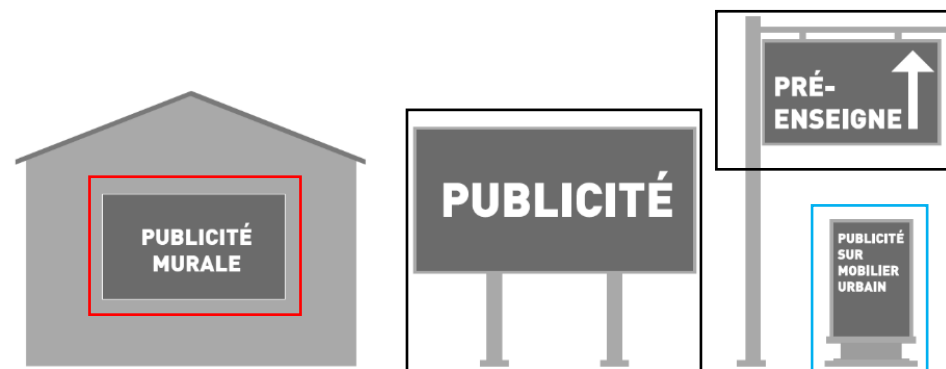
1.3. La préenseigne (article L581-3 du CE)

Définition : toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce l'activité déterminée. Bien que très proche de la définition de l'enseigne, la préenseigne s'en distingue toutefois par son lieu d'implantation. L'enseigne est implantée sur l'immeuble où s'exerce l'activité signalée alors que la préenseigne est implantée sur un immeuble matériellement différent de celui où s'exerce l'activité signalée.



Conformément à l'article L.581-19, les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

Les principales publicités/préenseignes sont les suivantes :



1/ Publicité apposée sur un mur

2/ Publicité scellée ou installée directement sur le sol

3/ Publicité supportée par du mobilier urbain

Les dispositifs concernés dans le cadre du RLP sont **ceux visibles des voies ouvertes à la circulation publique**, c'est-à-dire toutes voies publiques ou privées qui peuvent être librement empruntées, à titre gratuit ou non, par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif (Art. L581-2 et R581-1 CE).

Ces dispositions ne s'appliquent pas à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes situées à l'intérieur d'un local, sauf si l'utilisation de celui-ci est principalement celle d'un support de publicité.

Partie 1 : DIAGNOSTIC

Chapitre 1 : Contexte communal

I. Contexte géographique et démographique

Située au centre-Est du département du Var, la commune de Lorgues est limitrophe de la ville de Draguignan, sous-préfecture du Var. Elle s'étend sur un territoire de 6 437 hectares au coeur de l'arrière-pays varois. Au cours des dernières décennies, Lorgues est passé du statut de village à celui d'une petite ville.

La commune de Lorgues appartient à la Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD), Etablissement Public de Coopération Intercommunale créée en octobre 2000.

Depuis les années 70, la commune de Lorgues a connu, à l'instar de la Dracénie, une croissance démographique sans précédent, impulsée par une forte attractivité résidentielle.

Avec près de 9000 habitants aujourd'hui contre 3401 habitants en 1968, Lorgues a été et continue à être confrontée à un processus de périurbanisation qui a bouleversé non seulement sa taille mais aussi l'organisation de son territoire.

La périurbanisation qui touche la commune de Lorgues et plus globalement la Dracénie a été favorisée par plusieurs facteurs.

En premier lieu, le territoire de la Dracénie est devenu plus accessible au regard des grandes aires urbaines pourvoyeuses d'emplois en lien avec l'augmentation des vitesses de déplacements (liée à la réalisation de l'autoroute A8 et la motorisation des ménages).

En second lieu, la Dracénie reste un territoire attractif pour un grand nombre de ménages ambitionnant de construire ou d'acquérir une maison individuelle au coeur d'un cadre de vie agréable. L'offre singulièrement pléthorique sur la Dracénie de grandes parcelles constructibles à des tarifs abordables sans commune mesure avec les coûts de foncier supportés sur la bande littorale notamment, a répondu aux aspirations de milliers de ménages sur le territoire.

En Dracénie, cette croissance démographique s'est accompagnée d'un développement économique majeur, avec le développement de plusieurs pôles économiques et une augmentation des demandes en matière d'affichage extérieur (publicités, préenseignes et enseignes), notamment le long des principaux axes routiers.

II. Contexte paysager du territoire

La commune de Lorgues, appartient à deux unités paysagères définies par l'Atlas des paysages du Var : Le centre Var et le bassin de Draguignan.

1. Les entités paysagères

1.1. Le centre Var

Cette entité occupe la quasi-totalité du territoire communal.

Elle est limitée au Nord par la marche du Haut Var, de nuance plus montagnarde.

À l'Ouest, le plateau des collines de Rians présente comme un glacis boisé et un dénivelé d'une centaine de mètres au-dessus d'un fossé aux sources de l'Argens.

À l'Est, le bassin de Draguignan impose ses plis parallèles en une transition douce.

Au Sud, le dernier rebord collinaire surplombe les bassins de Brignoles et Saint-Maximin, puis suit la dépression permienne.

Le relief est formé de collines d'environ 200 à 300 mètres de haut, séparées par des vallées qui peuvent s'élargir en petites plaines cultivées. Au cœur de l'entité, le Grand Bessillon, avec le Petit Bessillon, forme un massif qui culmine à 813 mètres. Des falaises et de petites gorges marquent des ruptures de pente

L'eau est très présente dans cette entité qui comprend une partie du bassin versant de l'Argens et de certains de ses affluents.

Le fleuve Argens est le principal cours d'eau du département. Il s'écoule d'Ouest en Est selon une pente faible, qui ménage des gours. Les affluents principaux en rive gauche sont la Cassole, la Bresque, la Fauvéry.

L'Argens et ses affluents sont à l'origine de plusieurs ensembles de grand intérêt biologique parmi lesquels les sources de l'Argens, des zones humides, le Vallon Sourn...

1.2. Le bassin de Draguignan

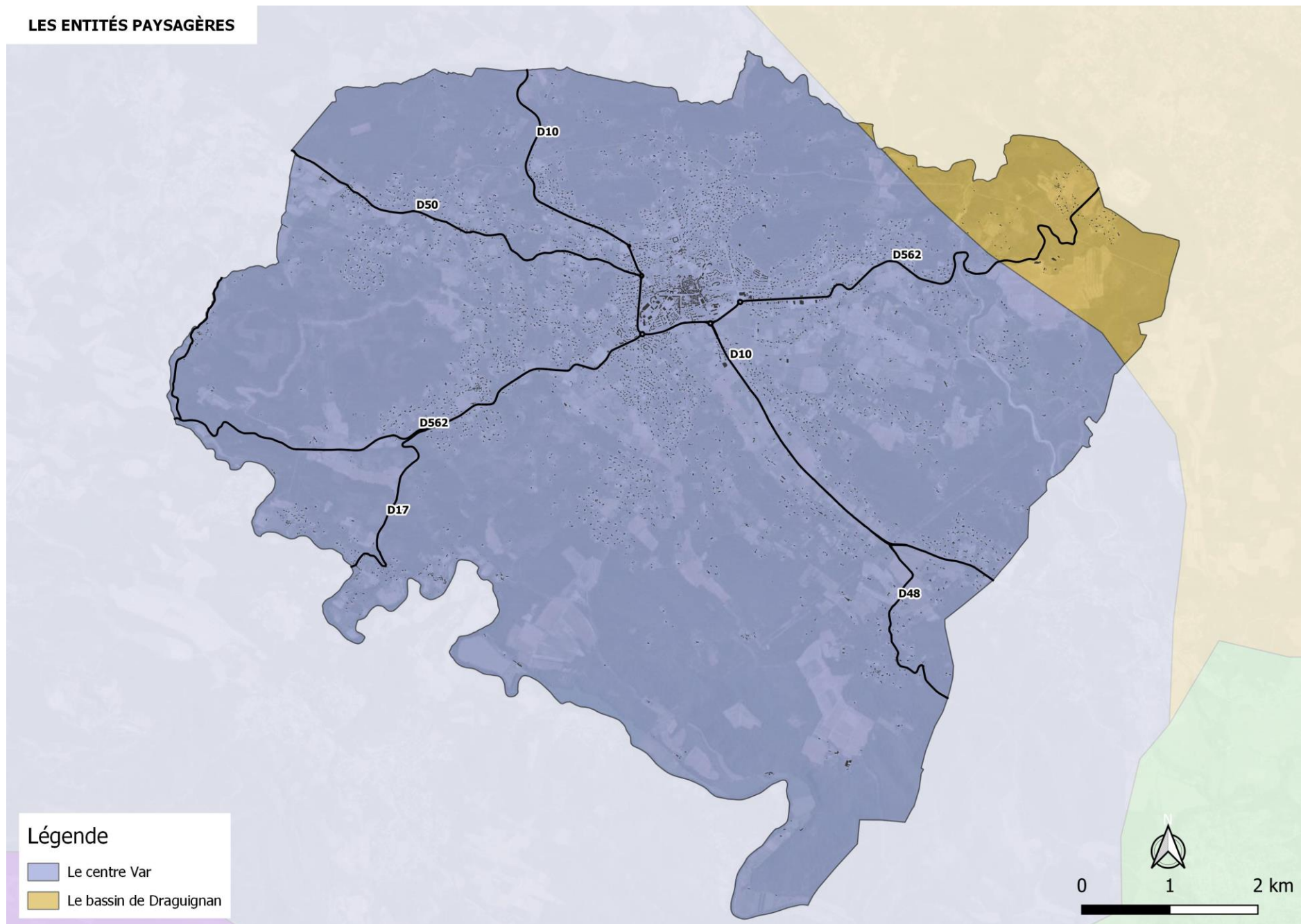
Cette entité occupe l'extrémité Est du territoire.

Au Nord, la limite s'appuie sur les rebords de la montagne au dessus de 800 mètres à la frontière du camp de Canjuers ; le village de Montferrat est en limite de ce basculement : la route, au Nord, y quitte le bord de la Nartuby pour s'élever sur le plateau. À l'Est, les vallons cultivés de Callas, Figanières et la Motte laissent place au relief boisé de la Colle du Rouet. À l'Ouest, les plissements Nord-Ouest/ Sud-Est du relief collinaire deviennent moins marqués. Au Sud, l'entité s'ouvre sur le sillon permien après un dernier relief d'environ 150 mètres de dénivelé

Cette entité est adossée au massif du Malmont, qui domine Draguignan à plus de 500 mètres d'altitude, au sud des montagnes dont les barres s'élèvent de 800 à 1000 mètres. Les gorges de Châteaudouble percent les massifs boisés au Nord de Draguignan de falaises, au dénivelé de plusieurs centaines de mètres, et contournent ce massif. Le relief est formé de plis collinaires Nord-Ouest/ Sud-Est, aux vallons étroits qui s'élargissent au centre en un bassin au relief plus doux.

La Nartuby traverse les gorges de Châteaudouble, et rejoint l'Argens au Muy, après différentes cascades comme le saut du Capelan et ses 30 mètres de hauteur. Les autres rivières principales affluents de l'Argens (Pouiraque, Florièye et Figueiret) prennent leurs sources dans le versant de la barre des baous ; leurs cours d'orientation Nord-Ouest / Sud-Est les mènent respectivement aux Arcs et à Taradeau. La plupart des cours d'eau sont des talwegs souvent à sec dans l'année, où l'eau est rare.

LES ENTITÉS PAYSAGÈRES



2. Les perceptions et visibilité du territoire

2.1. Les vues sur le grand paysage

La topographie du territoire communal ouvre également de nombreuses perspectives sur le grand paysage, à la fois sur les grands massifs boisés et sur les paysages ouverts :

- Depuis la RD50 à l'Ouest du territoire, des vues s'ouvrent sur le massif des Maures et les collines Iorguaises ;
- Depuis le cœur de ville, les paysages ouverts à l'Est du territoire se dessinent ;
- Depuis la plaine, des perspectives se dégagent sur le massif de St-Ferréol.



Vue sur les paysages ouverts depuis le cœur de ville

2.2. Les vues sur le village

Le village constitue l'un des principaux points d'appel paysager sur le territoire, du fait de sa situation en promontoire sur la plaine. Sa silhouette, dessinée par l'imposante Eglise collégiale Saint-Martin se repère aisément depuis l'entrée de ville sud sur la RD10 et depuis le bois de St-Ferréol au nord-est du village.

Ces vues remarquables sur le village sont rares et leur préservation est un enjeu important, particulièrement depuis l'entrée de ville sud dans la mesure où cette perspective représente la première image de la ville et possède ainsi un caractère « identitaire ».



Vue sur le village depuis l'entrée de ville Sud (RD10)

2.3. Des points noirs paysagers

Au-delà des vues remarquables, quelques points noirs paysagers ponctuent les espaces urbanisés. De manière générale, la notion de point noir paysager concerne les éléments paysagers qui contribuent à réduire l'esthétique générale d'un paysage. Sur le territoire Iorguais, deux points noirs paysagers ont été identifiés.

Une petite zone d'activités occupée par une station-service, un garage et une supérette marque l'entrée de ville Ouest depuis la RD562 et constitue ainsi l'une des premières images de la ville. Ce secteur, parcouru par plusieurs enseignes publicitaires, fait l'objet d'un traitement paysager très limité et contraste ainsi avec le paysage vallonné en contre-bas.

Une zone artisanale marque l'entrée de ville Est depuis la RD562. Bien qu'un alignement d'arbres borde une partie du secteur, il ne constitue pas un véritable masque végétal pouvant contribuer à améliorer le traitement de cette entrée de ville. Des vues s'ouvrent ainsi aisément sur les sites de stockage de matériaux BTP implantés le long de la voie.

III. Contexte et enjeux patrimoniaux du territoire

L'histoire de Lorgues a permis, comme dans de nombreux villages, de conserver des quartiers très différents témoins de l'époque de leur urbanisation. Cette richesse se traduit par une grande variété de bâtiments depuis le XIIe siècle jusqu'à nos jours, mais également par des ambiances urbaines différentes selon les quartiers. Enfin, le site de Lorgues dominant une plaine agricole avec la Collégiale comme point de repère est assez remarquable.

1. Le Site Patrimonial Remarquable / EX ZPPAUP de Lorgues

La ZPPAUP est une servitude d'utilité publique créée par la loi du 7 janvier 1983 (articles 70 à 72) relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat. Elle traduit une volonté partagée de mise en valeur du patrimoine, à l'initiative de la commune ou de l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme, au travers de dispositions négociées entre la commune et l'Etat.

Elle permet d'assurer une protection du patrimoine historique, architectural, urbain et paysager adaptée à l'espace à protéger. Les travaux et les débats menés lors de son élaboration sont l'occasion d'identifier les constructions, les espaces publics, les paysages qui constituent le patrimoine de la commune. Ils permettent de déterminer un périmètre de protection adapté et d'établir un document qui définit les objectifs de mise en valeur de ce patrimoine et les prescriptions et recommandations architecturales et paysagères qui y contribuent.

Elle a été remplacée par l'Aire de Mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

En application de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, les ZPPAUP et les AVAP sont automatiquement transformées en Site Patrimonial Remarquable (SPR). Toutefois, les règlements des AVAP et des ZPPAUP continuent à produire leurs effets.

1.1. Objectifs et portée réglementaire

Lorgues possède un important patrimoine d'époques différentes depuis le moyen-âge, dont certains éléments sont prestigieux, tels que :

- La Collégiale, l'ancien tribunal pour les XVIe et XVIIIe siècles,
- Le Boulevard de la République, très remarquable opération d'urbanisme au XIXe siècle avec l'Hôtel de ville et le lycée.

La commune est également implantée sur un site remarquable dominant une plaine agricole. Ces éléments constituent pour Lorgues une vitrine historique qu'il est important de valoriser, tant pour la vie quotidienne du lorguais que pour l'attrait touristique de la cité.

Un des objectifs de la ZPPAUP est de montrer aux habitants qu'ils vivent dans une cité chargée d'histoire que rappellent la plupart des lieux ou maisons de Lorgues, parfois un simple détail d'architecture.

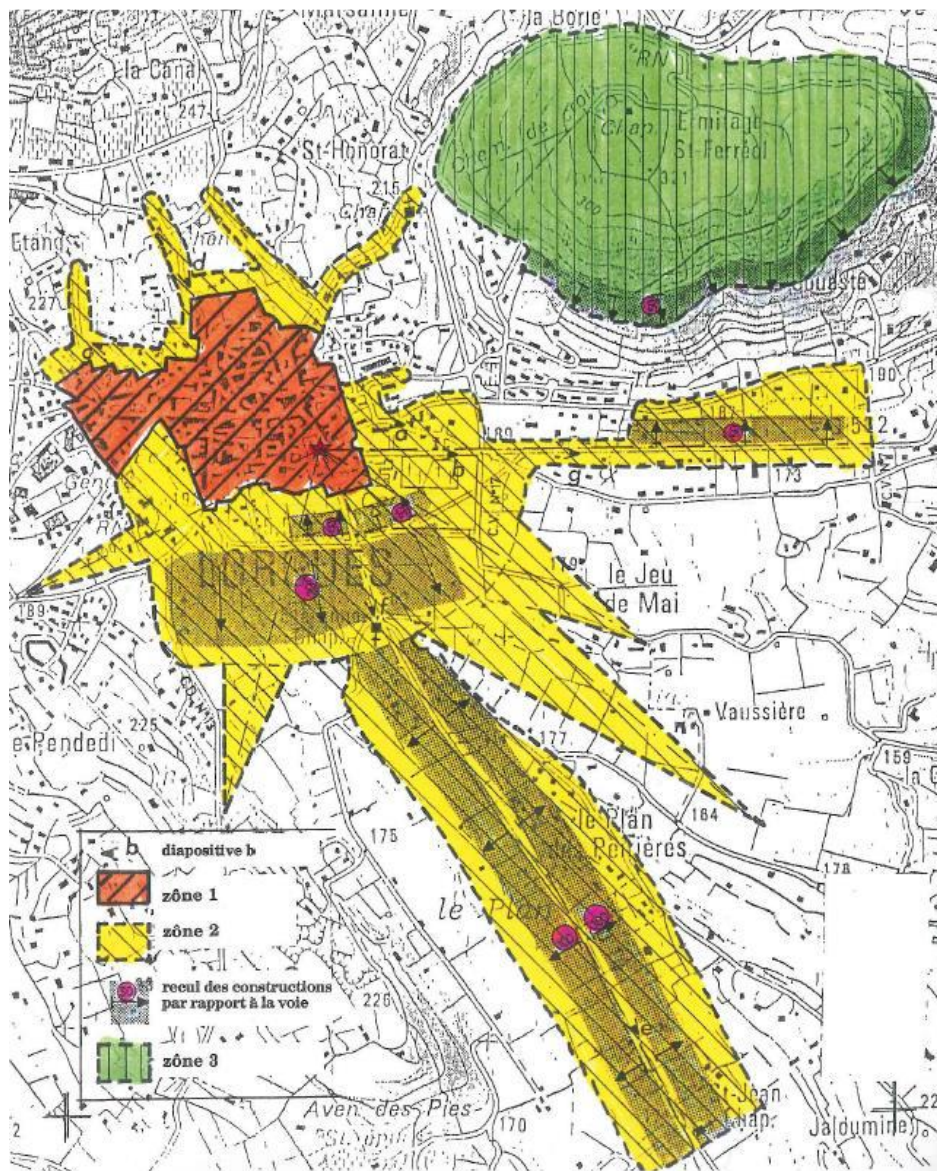
La ZPPAUP est constituée d'un diagnostic, ainsi que d'un cahier de prescriptions et recommandation. Ce dernier, un document réglementaire, porte sur l'ensemble des interventions sur le bâti ou l'espace public, et sur les éléments particuliers identifiés sur des plans.

La ZPPAUP inclut trois zones très diverses, sur lesquelles les contraintes sont détaillées dans le cahier de prescriptions et recommandations :

- **La zone 1** correspond à la partie médiévale de Lorgues et l'ensemble de l'extension urbaine agglomérée autour de grands espaces publics. Les contraintes portent sur le respect du tissu urbain existant, le respect du style des bâtiments et le souci de la mise en valeur des éléments du patrimoine ;
- **La zone 2** comprend les accès au centre ancien par les anciens chemins, les secteurs entourant le centre ancien (abords, zones peu denses, jardins, plaine située en contrebas au sud de la ville), certains cônes de vue sur la Collégiale, ainsi que les routes en co-visibilité avec le site de Lorgues. Les contraintes portent sur la protection des chemins anciens d'accès, la limitation de la constructibilité par un recul obligatoire par rapport à certaines voies ;

- La zone 3 concerne la colline St-Ferréol, sur laquelle toute construction est interdite, à l'exception d'équipements liés à l'ermitage St-Ferréol. Toute coupe et plantation de végétaux doivent faire l'objet d'une autorisation.

Périmètre de la ZPPAUP



1.2. Bref historique de l'évolution du centre de Lorgues

Préhistoire – implantation antique

Il semble qu'il n'y ait pas eu d'agglomération antique à Lorgues, simplement des sites d'implantation épars (dolmens, vestiges d'un oppidum).

Implantation médiévale – Ville fortifiée jusqu'au XVI^e siècle

Au XII^e siècle, Lorgues devenue Cité Comtale acquiert une certaine autonomie et se développe en particulier en relation avec la fondation de l'Abbaye du Thoronet en 1146 et l'installation des templiers sur le territoire de Lorgues. Les remparts sont reconstruits et modernisés et un réseau de canaux en pierre alimente des moulins à farine et à huile.

Jusqu'au X^e siècle, la cité semble active profitant du terroir fertile proche et voit se développer l'artisanat.

A partir de 1474, la cité connaît un début d'extension à l'extérieur des remparts, un comblement des fossés au sud de la ville et une suppression des remparts entre le Trebarry et la tour de l'horloge. Plusieurs chapelles sont construites sur les chemins d'accès.

Le développement aux XVI^e et XVII^e siècles

Les guerres ont pour effet de grandes destructions à Lorgues puis pour conséquence le prolongement de fortifications, dont il ne subsiste aucune trace. A cette époque se développe le quartier de la Bourgade, plusieurs moulins et fours sont reconstruits, de nombreuses confréries religieuses font édifier des chapelles et plusieurs édifices religieux sont implantés sur le pourtour proche de la ville.

La période du XVII^e siècle est également l'occasion d'une amélioration des équipements liés aux activités artisanales et commerciales.

Lorgues au XVIII^e siècle

De nombreux travaux sont entrepris visant l'amélioration du fonctionnement et de l'aspect de la Cité. En témoigne le « plan d'embellissement de la ville » qui prévoit des élargissements et percements de voies.

Le développement de la ville se fait autour des rues périphériques et places existantes, en accompagnement de la construction de la Collégiale, en densification du quartier de la Bourgade et à l'ouest de la Porte du Tron vers le couvent des Capucins. Quelques bastides ou mas s'implantent dans la proche périphérie et de

grands équipements sont construits. Des travaux de modernisation des réseaux (aqueducs) alimentant les moulins et évacuant les eaux sont réalisés.

L'activité commerciale de Lorgues se développe. 3 foires annuelles et plusieurs marchés hebdomadaires sont créés.

Lorgues au XIXe siècle

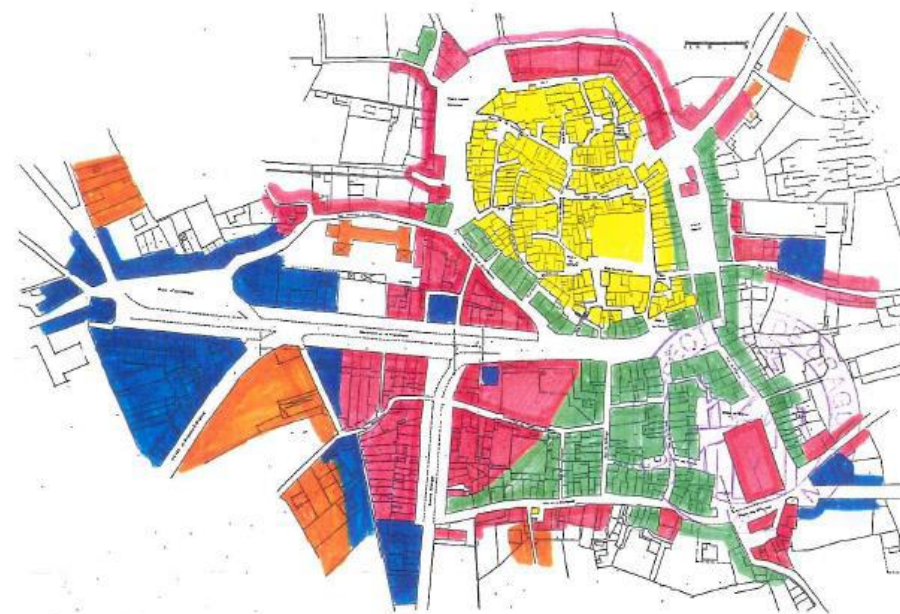
Ce siècle est marqué par des travaux de voirie modifiant le paysage urbain, en témoigne le « plan d'alignement et d'élargissement » commandé en 1813, ainsi que par le projet de modification de la route de Draguignan – Lorgues – Brignoles en 1846. Les principales modifications du tissu urbain portent sur l'aménagement de places et la création de voies.

Lorgues au Xxe siècle

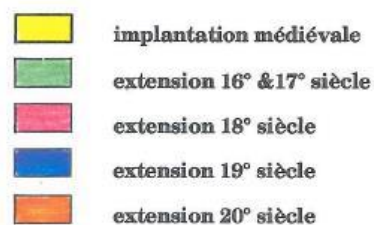
Peu de transformations sont à relevées dans la première moitié du Xxe siècle. En revanche, durant la 2e moitié on note plusieurs modifications telles que des démolitions importantes en centre-ville et la construction d'équipements.

Dans la ZPPAUP, le patrimoine lorguais, détaillé dans l'analyse qui suit, est présenté sous trois aspects :

- **Le patrimoine urbain**, issu de la genèse de l'urbanisation et constitué par le système viaire, les espaces publics et les éléments du site naturel ou bâti ;
- **Le « petit patrimoine »** constitué de maisons, villas, immeubles, bâtiments agricoles remarquables, éléments architecturaux isolés ;
- **Le « grand patrimoine »** constitué par les monuments historiques inscrits ainsi que certains bâtiments ou objets remarquables.



évolution historique schématique du centre de LORGUES



Source : ZPPAUP

Identification des éléments remarquables du patrimoine bâti

2. Les monuments historiques

Un monument historique est un édifice, un espace qui a été classé ou inscrit afin de le protéger du fait de son intérêt historique ou artistique. La législation distingue deux types de monuments historiques :

- Sont classés parmi les monuments historiques « les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public ».
- Sont inscrits parmi les monuments historiques « les immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiat au titre des monuments historiques, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation ».

Le territoire de Lorgues présente 5 Monuments Historiques dont 4 inscrits et 1 classé :

- Monuments inscrits :
 - o Collégiale Saint-Martin (ancienne)
 - o Hôtel Leclerc de Lassigny de Juvigny (ancien)
 - o Bains Maures
 - o Fontaine de la Noix
- Monuments classés :
 - o Collégiale Notre Dame de Benva ;



Collégiale Saint-Martin



Chapelle Notre-Dame de Benva



Hôtel Leclerc de Lassigny de Juvigny



Bains Maures



Fontaine de la Noix

IV. Contexte viaire

1. La trame viaire

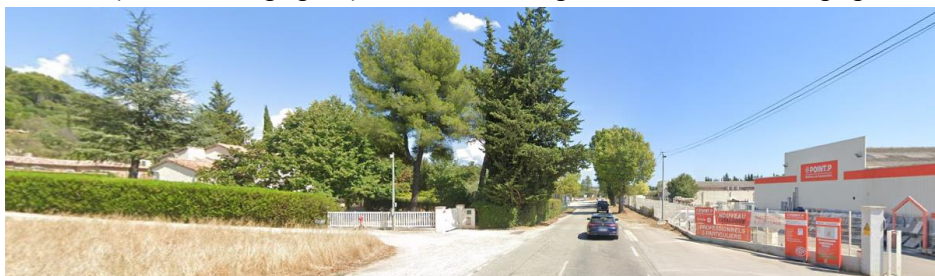
1.1. Le réseau primaire

La commune se caractérise par un réseau principal composé de 2 voies départementales qui concentrent le trafic routier le plus important. Ce réseau primaire est constitué par la RD562 et la RD10 et assure une fonction de transit avec Draguignan et l'échangeur de l'autoroute A8 du Muy d'une part et l'accès à l'échangeur du Cannet des Maures d'autre part.

La RD10 (Routes des Arcs) - Entrée Sud de Lorgues en provenance de Vidauban



La RD562 (Route de Draguignan) - Sortie Est de Lorgues en direction de Draguignan



1.2. Le réseau secondaire

Le réseau secondaire est constitué par le reste du réseau routier départemental, concerné par un trafic de transit plus faible ainsi que par certaines voies communales structurantes permettant des liaisons interquartiers. Il est à noter que la plupart de ce réseau assure, outre ces fonctions de liaisons, des fonctions de desserte.

Ce réseau concerne donc par niveau de trafic décroissant ;

La RD10 (route de Salernes) - Entrée Nord de Lorgues en provenance de Salernes



La RD17 (route du Thoronet) - Entrée Ouest de Lorgues qui assure, via le Thoronet, une liaison alternative avec l'échangeur du Cannet des Maures.



La RD50 (route de Saint-Antonin-du-Var) - Entrée Ouest de Lorgues



Certaines sections de ces départementales, malgré un trafic relativement faible, doivent faire face à une multitude de voies de desserte en « peigne » et de « piquages » individuels qui constituent autant de carrefours ou d'accès plus ou moins accidentogènes.

1.3. Le réseau tertiaire

Le reste du réseau viaire est un réseau tertiaire de desserte hérité pour l'essentiel d'anciens chemins ruraux. Ce réseau est constitué majoritairement de voies en impasses ou de voies finissant en chemins impraticables. Outre l'absence récurrente de maillage interne du réseau, les principales voies de desserte sont par ailleurs le plus souvent caractérisées par un faible voire très faible gabarit et une absence ou une insuffisante prise compte des modes de transport alternatifs (piétons, cycles).

Chemin des Combes



C'est fort de ce constat que la commune entreprend depuis plusieurs années d'améliorer ce réseau.

2. Les transports en commun

2.1. Le réseau de bus

La commune est directement desservie par plusieurs lignes de bus assurée par la Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD). On recense 3 services de transport différents.

Tedbus

Sur la commune de Lorgues, le service Tedbus, destiné à l'usage de tous les habitants assure :

- **la ligne 13** qui permet de rejoindre Lorgues à la gare SNCF des Arcs-Draguignan en passant par Taradeau en 25 minutes. Cette ligne fonctionne du lundi au vendredi avec 2 passages le matin et 2 passages l'après-midi.

Deux arrêts intéressent directement Lorgues (le rond-point du 19 mars 1962 et le Parking Jean Moulin).

- **la ligne 11** qui permet de rejoindre Lorgues à Draguignan en 20 minutes. Cette ligne fonctionne du lundi au samedi avec 3 passages le matin, 2 passages près de midi et 2 passages l'après-midi.

Trois arrêts intéressent directement Lorgues (le Parking Jean Moulin, le rond-point des médaillés militaires et Le Content).

Tedjeunes, le réseau scolaire

Le transport scolaire est également assuré par les services de la Communauté d'Agglomération de la Dracénie. Les Lorguais inscrits dans d'autres établissements que ceux existants sur la commune disposent ainsi d'un réseau de desserte adapté.

Tedpetitbus, le service de transport à la demande

La Communauté d'Agglomération de la Dracénie a également mis en place un service de transport à la demande destiné à améliorer l'équité territoriale en permettant à l'ensemble de la population de se déplacer dans des secteurs où la densité de l'habitat est faible et où la fréquentation ne justifie pas la mise en place de ligne régulière.

Ce service fonctionne du lundi au samedi de 6h à 20h et nécessite une réservation par téléphone la veille au plus tard.

Transports Varlib

Des lignes régulières et scolaire du réseau départemental Varlib desservent également la commune :

- Lignes régulières : Baudinard-Lorgues (1223), Toutour-Lorgues (1225), Saint-Maximim-Lorgues (4223) et Le Thoronet-Lorgues (5201) ;
- Lignes scolaires : Pignans-Lorgues (5230), Saint-Raphaël-Lorgues (6232), Cavalaire-Lorgues (7233), Ginasservis-Draguignan (1230) et Montauroux-Lorgues (3232).

V. Contexte économique du territoire

1.1. Secteurs d'activités

1.1.1. Le commerce

L'appareil commercial de Lorgues est pour l'essentiel constitué de commerces dits de proximité ne dépassant pas le rayonnement communal. Ils sont largement tournés vers le commerce dit de bouche, filière qui arrive à concurrencer les grandes surfaces commerciales des alentours.

Les commerces se concentrent plus spécifiquement le long des axes majeurs du centre-ville que constituent le cours de la République et le Bd Georges Clémenceau. Des commerces profitent également de l'effet vitrine de la RD562 ou de la RD10 comme certaines enseignes de la grande distribution (Intermarché, Netto) ou encore des enseignes de vente de matériaux de construction (Point P).

1.1.2. Les services

La création d'emplois de service a été stimulée par les dynamiques démographiques et économiques qui ont générées des besoins croissants pour la population ou les entreprises.

Les emplois de service se sont adaptés aux besoins de la population. Le secteur de la santé, lié notamment à la proportion significative de retraités, concentre à ce titre un nombre important d'emplois de service.

Les emplois de service liés à l'éducation et aux services publics représentent également un pan important de l'économie dans la commune. Le lycée, le collège, les écoles constituent en effet, avec les services des collectivités locales (mairie de Lorgues) et de l'Etat un maillage de service public défendu autant par la population que par les élus.

Les emplois de service liés aux besoins des entreprises sont quant à eux sous-représentés. Ce type d'emplois sont en effet beaucoup mieux représentés dans des territoires plus urbains ou dans des pôles d'activités tertiaires, inexistants sur la commune.

1.1.3. Le tourisme

Lorgues dispose d'un parc touristique caractérisé pour l'essentiel par un réseau de chambres d'hôtes (24 recensées) et de gîtes en locations en lien avec le réseau important de résidences secondaires qui s'est organisé sur la commune et ses alentours, s'appuyant sur le cadre de vie qu'offrent la campagne et l'arrière-pays, la recherche de tranquillité et d'une certaine ruralité accessible dans nombre de petits hameaux et villages en retrait du centre.

La commune ne possède cependant pas de camping, les plus proches étant situés à une vingtaine de kilomètres de la commune.

Le seul hôtel recensé est celui de l'hôtel Restaurant du Parc, comptabilisant 9 chambres le long du Bd Clémenceau.

Le parc des résidences secondaires est également significatif (proches des 20% du parc de logements total).

La promotion de la viticulture, des maisons de pays et du tourisme vert et sportif sont des éléments sur lequel peut s'appuyer le développement de l'attractivité touristique de la commune. Mettant ainsi en valeur l'architecture, l'histoire, et le patrimoine environnemental, agricole et paysager de la région.

VI. Les grandes ambitions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU, zoom sur les ambitions en lien avec le Règlement Local de Publicité

1. Orientation A : Lorgues, une ville dans son écrin naturel

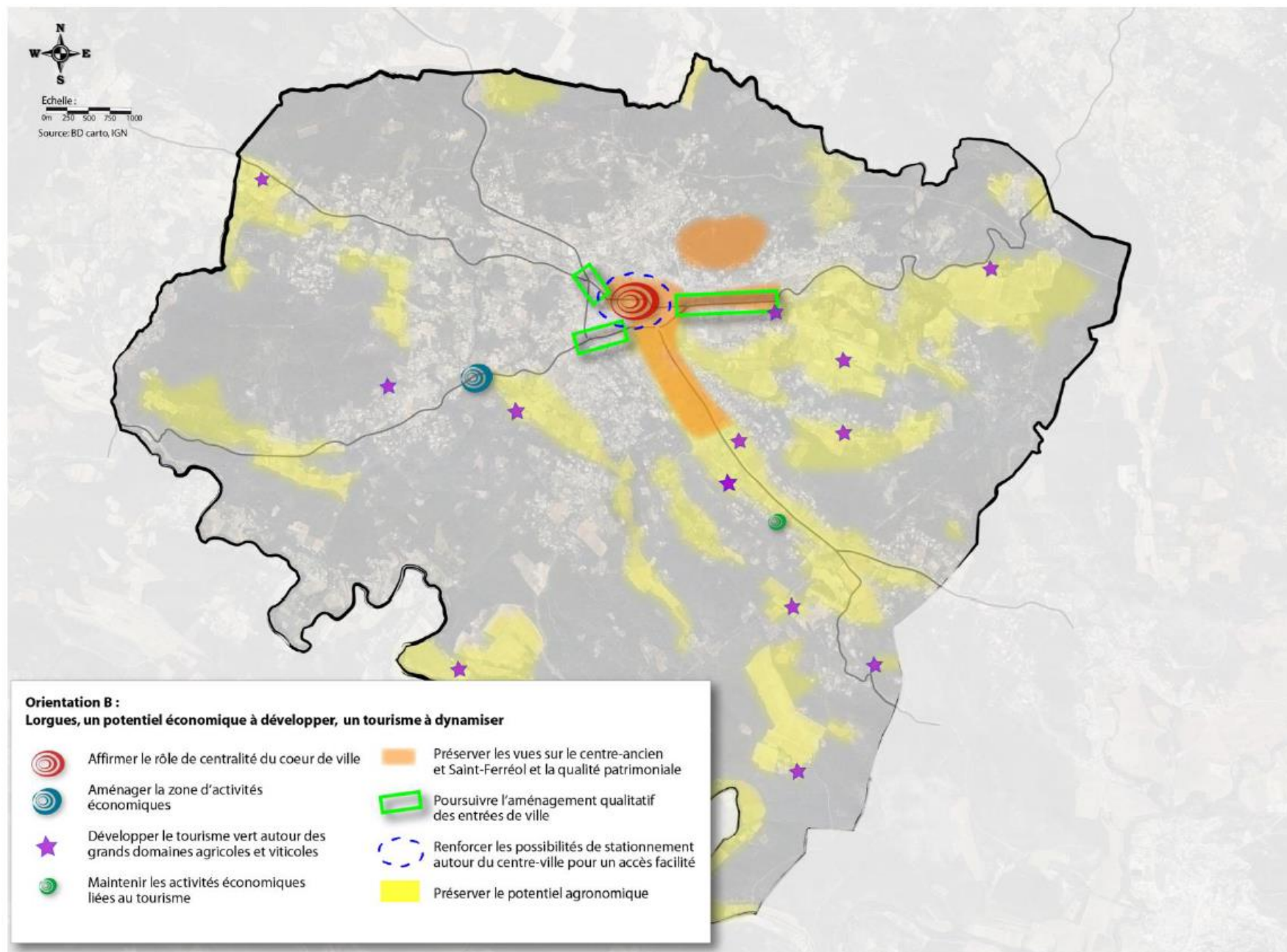
- OBJECTIF 2 : SAUVEGARDER ET VALORISER LES ESPACES NATURELS
 - o Mettre en valeur le patrimoine naturel et paysager par l'identification des sites notables et l'aménagement de parcours de découverte (en lien avec l'objectif 2 de l'orientation B).

2. Orientation B : Lorgues, un potentiel économique à développer, un tourisme à dynamiser

- OBJECTIF 1 : GARANTIR UN POTENTIEL DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE
 - o Consolider le rôle central du cœur de ville en y maintenant les commerces de proximité et les administrations.
 - o Aménager la zone artisanale de proximité communautaire à l'entrée Ouest de la commune (Valmouissine/Saint Peyre) afin de renforcer l'activité économique, en partenariat avec la CAD.
- OBJECTIF 2 : RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE
 - o Favoriser le développement de l'hébergement touristique de qualité en cœur de ville ou dans ses abords immédiats (hôtellerie d'affaire, résidences secondaires, chambres d'hôtes, ...).
 - o Renforcer l'identité et le rôle central du cœur de ville.
 - o Identifier et protéger le patrimoine historique et paysager.
 - o Traduire les objectifs de protection de la ZPPAUP, tant que faire se peut.
- OBJECTIF 3 : ASSURER DES DÉPLACEMENTS FLUIDES ET SÉCURITAIRES
 - o Poursuivre la sécurisation et l'aménagement des entrées de ville (aménagement de carrefours, traitement paysagers...).

3. Orientation C : Lorgues, un développement durable orienté vers le centre-ville

- OBJECTIF 3 : PROMOUVOIR LA QUALITÉ URBAINE ET SES ÉQUIPEMENTS, LA QUALITÉ PAYSAGÈRE, ENVIRONNEMENTALE ET NUMÉRIQUE ET FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES
 - o Ménager des espaces de transition vers les espaces agricoles ou naturels à forte valeur paysagère via la création de parcours, de parcs ou des traitements paysagers appropriés.
 - o Traiter les entrées de ville et de territoire tant en termes d'architecture que de paysage, afin de rendre plus lisibles les entrées sur le territoire lorguais.



Extrait du PADD du PLU

VII. Contexte réglementaire

Le Règlement local de publicité est élaboré en prenant en compte le contexte réglementaire national dans lequel s'inscrit la commune.

Au regard de cette nouvelle réglementation, la commune est soumise à la fois :

- Aux dispositions relatives à la notion d'agglomération/hors agglomération ;
- Aux dispositions relatives aux périmètres environnementaux et urbains spécifiques ;
- Aux dispositions spécifiques liées à la taille des différentes agglomérations de la ville.

La commune de Lorgues est concernée par la réglementation relative aux agglomérations « de moins de 10 000 habitants ».

La réglementation nationale de publicité définit des prescriptions spécifiques sur les secteurs suivants :

1. Le périmètre « d'agglomération »

La notion d'agglomération, au sens du Code de la Route, constitue « l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet, le long de la route qui le traverse où le borde ».

En dehors de « l'agglomération », toute publicité et pré-enseigne autre que dérogatoire¹ est interdite.

Les arrêtés municipaux annexés au projet de RLP précisent les limites juridiques du périmètre d'agglomération.

¹ Sont concernées les préenseignes signalant (R581-19 CE) :

- les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales, les activités culturelles et les monuments historiques classés ou inscrits, ouverts à la visite
- à titre temporaire, les opérations exceptionnelles qui ont pour objet les immeubles dans lesquels elles ont lieu ou les activités qui s'y exercent et les manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique qui ont lieu ou y auront lieu.

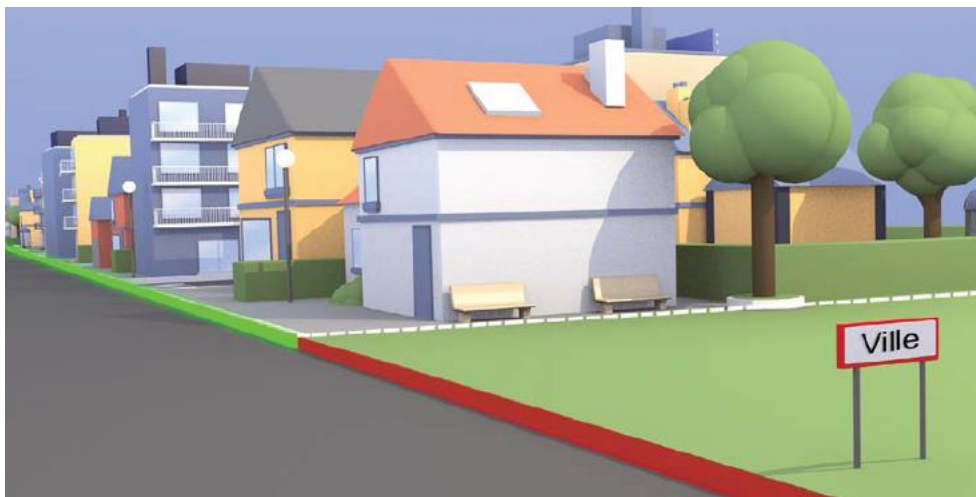
Toutefois, il est à noter que la « réalité physique » de l'agglomération prévaut sur la « réalité formelle », peu importe l'existence ou non des panneaux d'entrée et de sortie et leur positionnement par rapport au bâti. La zone agglomérée doit présenter une certaine densité.

Ainsi, en pratique, « l'espace bâti est caractérisé par (Extrait du Porter à Connaissance de l'État) :

- Un espacement entre bâtiments de moins de 50 mètres ;
- Des bâtiments proches de la route ;
- Une longueur d'au moins 400 mètres ;
- Une fréquentation significative d'accès riverains ;
- Des aménagements qui marquent le passage d'une zone non habitée vers une zone habitée ».



Ici, l'espace bâti s'étend avant le panneau d'entrée d'agglomération. Pour autant, les règles relatives aux dispositifs publicitaires situés en agglomération s'appliquent sur l'ensemble de l'espace bâti. Ils sont admis sur l'ensemble de cet espace (trait vert).



Bien qu'une partie de l'espace non bâti se situe après le panneau d'entrée d'agglomération, les règles relatives aux dispositifs publicitaires situés hors agglomération s'appliquent sur l'ensemble de l'espace non bâti. Donc ils sont interdits sur l'ensemble de cet espace (trait rouge).

➤ **A ce jour, la commune de Lorgues compte une agglomération unique et diffuse, établie le long des axes principaux suivants :**

- D10 Route des Arcs (vers le sud) et Route de Salernes (vers le nord) ;
- D562 Route de Draguignan (vers l'est) et Route de Carcès (vers l'ouest) ;



Routes des Arcs



Route de Salernes



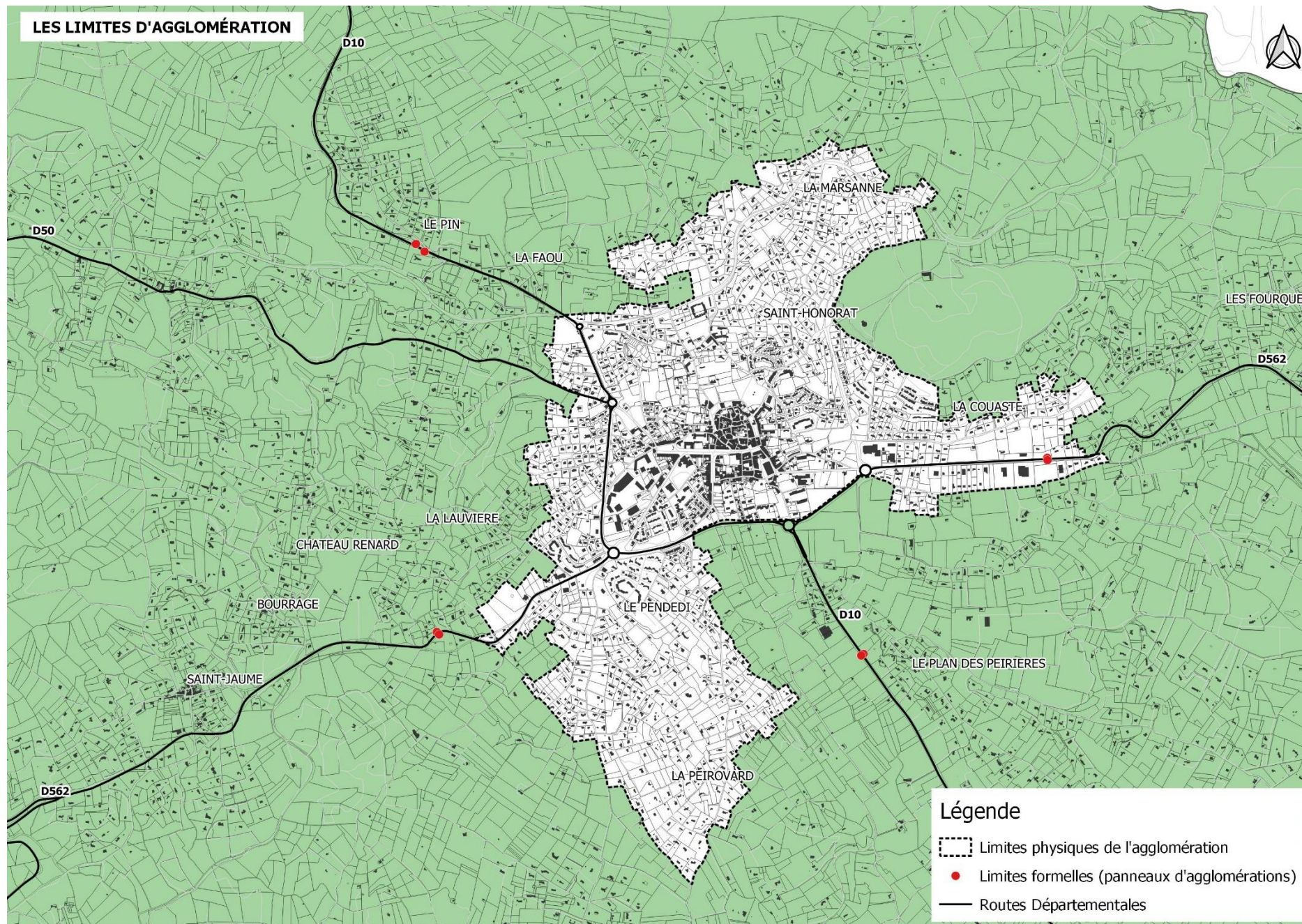
Routes de Draguignan



Route de Carcès

Les enjeux du RLP prendront donc en compte les périmètres formels des agglomérations, tels qu'ils existent aujourd'hui. Néanmoins, ces limites seront ré-interrogées au regard de la réalité physique des espaces agglomérés.

LES LIMITES D'AGGLOMÉRATION



2. Les périmètres urbains et environnementaux réglementaires

Plusieurs secteurs font l'objet d'une réglementation spécifique au niveau national.

En effet, toute publicité est interdite :

- **Les interdictions absolues (article L 581-4 du Code de l'Environnement et R581-22)**

- Sur les **immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques** ;
- Sur les monuments naturels et dans les sites classés ;
- Dans les cœurs des parcs nationaux et les réserves naturelles ;
- Sur les arbres.

Par ailleurs, les publicités sont interdites :

- Dans les espaces boisés classés (EBC) et les zones naturelles du PLU ;
- Au sol « si les affiches qu'elles supportent sont visibles d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute ainsi que d'une route express » (Art. R.581-31, alinéa 2) ;
- Sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne ;
- Sur les murs des bâtiments sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 m² ;
- Sur les clôtures qui ne sont pas aveugles ;
- Sur les murs de cimetière et de jardin public.

- **Les interdictions relatives, le RLP pourra déroger aux interdictions (L.581-8 du Code de l'Environnement, modifié en juillet 2016)**

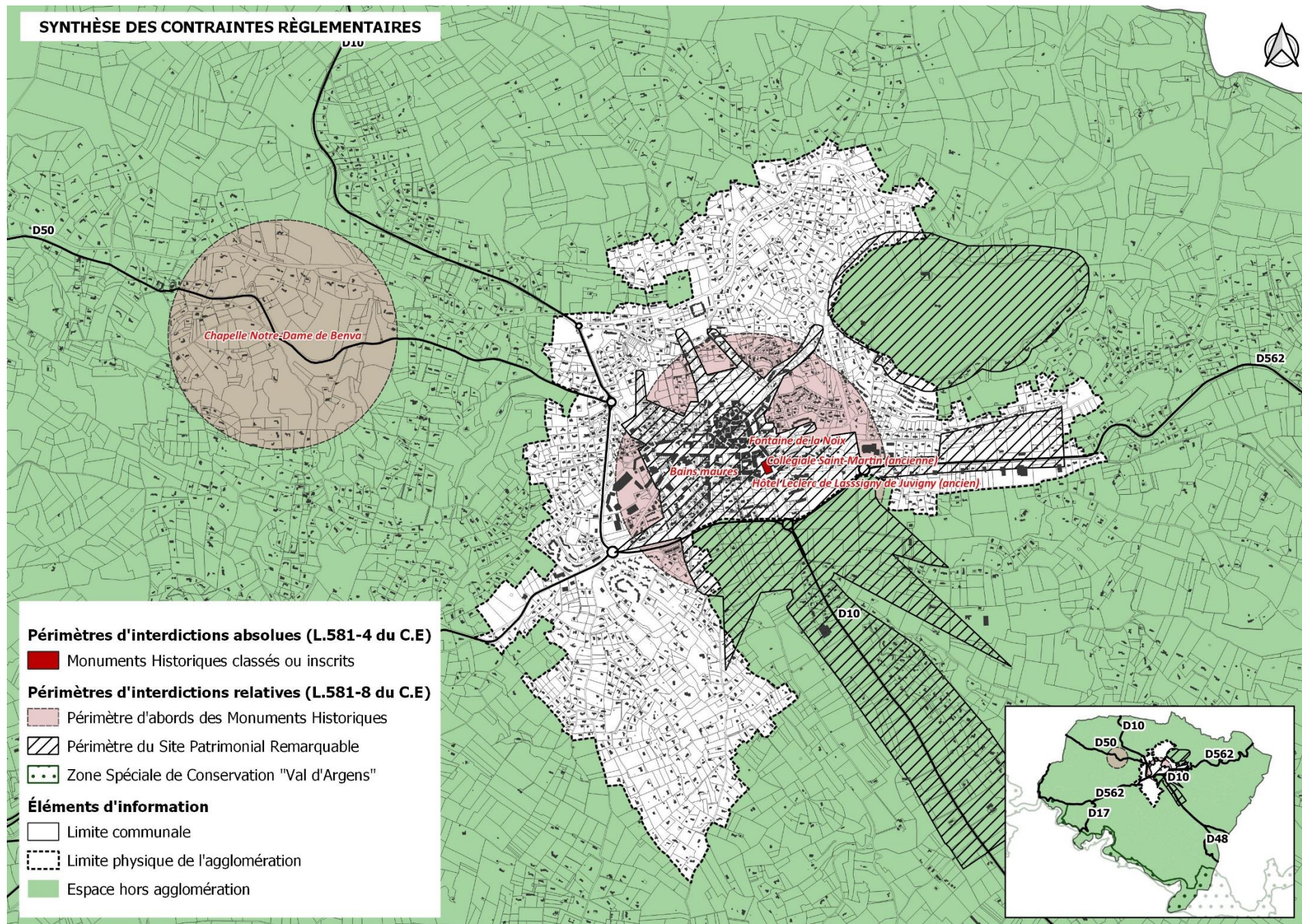
- **Aux abords des monuments historiques** mentionnés à l'article L. 621-30 du code du patrimoine ;
- **Dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables** mentionnés à l'article L. 631-1 du même code ;
- Dans les parcs naturels régionaux ;
- Dans les sites inscrits ;
- A moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles mentionnés au II de l'article L. 581-4 ;
- Dans l'aire d'adhésion des parcs nationaux ;
- Dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L. 414-1.

Comme présenté en partie III ci-avant, la commune de Lorgues est concernée par plusieurs de ces périmètres :

- 5 monuments historiques
- 1 Site Patrimonial Remarquable
- 1 Zone Spéciale de Conservation (ZSC) "Val d'Argens"

En l'absence de RLP, la publicité est strictement interdite dans ces espaces.

SYNTHÈSE DES CONTRAINTES RÉGLEMENTAIRES



VIII. Les règles relatives à la taille des agglomérations

Les règles nationales distinguent plusieurs types d'agglomérations :

- Les agglomérations de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants ;
- Les agglomérations de moins de 10 000 habitants appartenant à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants ;
- Les agglomérations de plus de 10 000 habitants ;
- Les agglomérations appartenant à une unité urbaine de plus de 800 000 habitants.

La commune de Lorgues est concernée par une agglomération principale de moins de 10 000 habitants.

L'agglomération s'étend principalement le long de la D562 depuis l'Est en provenance de Draguignan, vers le sud en direction de Vidauban.

1. Les principales règles nationales applicables aux publicités et aux préenseignes pour la commune de Lorgues

> Uniquement si réintroduction par le RLP dans les espaces mentionnés au L.581-4 du code de l'environnement

Les préenseignes sont soumises aux mêmes règles que la publicité (L. 581-19 CE) à deux exceptions près : les préenseignes dites « dérogatoires » et temporaires.

1.1. Publicité murale

Sous le vocable « publicité murale » sont regroupées toutes les publicités installées sur un support construit préalablement à cette installation et destiné à un autre usage que de supporter une publicité : mur de tout bâtiment, mur de clôture, clôture ou palissade de tout type. Elle s'oppose à la publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol.

1.1.1. Règles de surface et de hauteur

Pour la commune de Lorgues, les dispositifs doivent respecter les prescriptions applicables aux agglomérations de moins de 10 000 habitants, **soit 4 mètres carrés de surface maximale et 6 mètres de hauteur maximale.**

1.1.2. Règles d'implantation

Une publicité ne peut être apposée à moins de 0,50 m du niveau du sol (Art. R.581-27, alinéa 1^{er} CE) et ne peut être apposée sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu (art. R. 581-27, alinéa 2 CE).

La publicité non lumineuse et enseignes murales ne peuvent dépasser les limites du mur qui la supporte, ni, le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit (art. R. 581-27 C.env. et art. R581-60 CE).



Extrait Guide du ministère de l'écologie – 2012 : Illustration de la notion de non dépassement de l'égout du toit

Une publicité ne peut constituer par rapport au mur une saillie supérieure à 0,25 m (Art. R.581-28 CE). Ce surplomb nécessite l'accord écrit du propriétaire, que le surplomb concerne le domaine public ou une parcelle privée.

1.1.3. Règle de densité

Sur le domaine privé (Art. R581-25 CE) :

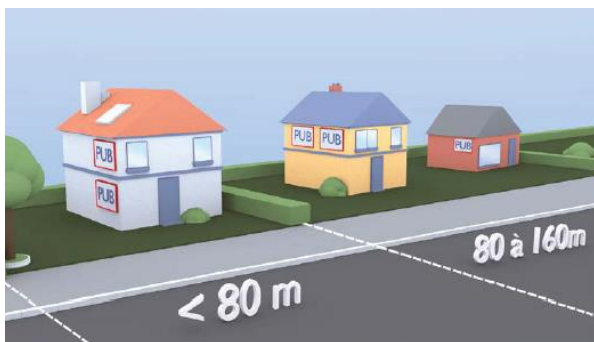
Depuis le 1er juillet 2012, les publicités sont soumises à une règle de densité fondée sur la longueur de l'unité foncière bordant la voie ouverte à la circulation publique (Art. R.581-25 CE).

La règle de la densité s'applique quel que soit le format des publicités concernées. En conséquence, dès lors que le nombre maximum de dispositifs possibles est atteint sur l'unité foncière, aucun autre dispositif ne pourra être installé, si petit soit-il.

Lorsqu' une unité foncière ne comporte aucun dispositif publicitaire scellé au sol, **deux dispositifs publicitaires muraux peuvent être installés sur un support**, à condition d'être alignés verticalement ou horizontalement. Si l'unité foncière présente plusieurs murs-support, un seul d'entre eux pourra accueillir des publicités (pignons opposés d'un bâtiment, plusieurs bâtiments sur le terrain...).

Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 mètres linéaire, il peut être installé **un dispositif publicitaire supplémentaire par tranche de 80 m au-delà de la première**.

Aucune règle d'inter-distance n'est imposée, sauf pour les bâches publicitaires, dont l'inter-distance est de 100 m (Art. R581-55 CE).



Deux dispositifs muraux dans l'unité foncière dont la longueur bordant la voie est inférieure ou égale à 80 m à la condition d'être superposés ou juxtaposés. Un dispositif supplémentaire par tranche entamée de 80 m.

1.2. Publicité scellée au sol ou installée directement au sol

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol s'oppose à la publicité murale puisqu'elle n'est pas installée sur un support qui existait préalablement. Elle est généralement fixée sur un ou plusieurs pieds spécialement conçus et plantés dans le sol à cet effet, plus rarement posée directement sur le sol.

Comme pour les publicités murales, le seuil de dix mille habitants composant l'agglomération communale et l'unité urbaine de plus de cent mille habitants constituent les critères qui déterminent les règles applicables : **les publicités scellées au sol sont interdites dans les agglomérations de moins de dix mille habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de cent mille habitants (cas de la commune de Lorgues).**

1.3. Publicité lumineuse

La famille des publicités lumineuses comporte les trois catégories suivantes :

- La publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence ;
- La publicité lumineuse autre qu'éclairée par projection ou transparence ;
- La publicité numérique, sous-catégorie de la précédente.

Ces trois catégories de publicité sont soumises à une règle commune, l'extinction nocturne, et à des règles qui leur sont propres.

1.3.1. La publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence

La publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence est constituée de dispositifs dont les affiches sont éclairées par l'extérieur au moyen de spots, ampoules ou rampes d'éclairages, ainsi que celles qui sont éclairées par l'intérieur au moyen de tubes néons : caisson lumineux, panneaux vitrines.

Les dispositifs muraux éclairés par projection ou transparence sont limités à une surface de 4m² maximum et une hauteur de 6m, pour une agglomération de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

Il peut être dérogé à cette extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral

1.3.2. La publicité lumineuse numérique

La publicité numérique désigne essentiellement les «écrans» numériques, composés de diodes, leds etc. téléviseurs géants qui peuvent présenter des images fixes, des images animées (faisant apparaître un slogan, prix, faisant évoluer une forme ou un pictogramme...) ou une vidéo.

Les dispositifs muraux et scellés au sol numériques sont interdits, pour une agglomération de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

1.3.3. Les autres lumineux

Cette catégorie de dispositifs lumineux est principalement constituée par les néons, souvent installés sur les toitures. Ils sont quelquefois muraux, plus rarement scellés au sol.

Comme pour la publicité lumineuse numérique, ce type de dispositif est interdit dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

1.4. Le mobilier urbain

Le mobilier urbain peut, à titre accessoire eu égard à sa fonction, supporter de la publicité. C'est une installation implantée sur le domaine public à des fins de commodités pour les usagers.

Mobilier urbain pouvant supporter de la publicité : les abris destinés au public, les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial édifés sur le domaine public, les colonnes porte-affiches, les mâts porte-affiches, le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des oeuvres artistiques.

Les colonnes porte-affiches ne peuvent supporter que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles. (Art. L581-45 CE). Les mâts porte-affiches sont utilisables exclusivement pour l'annonce de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives. (Art. L581-46 CE).



Les différents types de mobilier urbain pouvant accueillir de la publicité : l'abribus (portant la mention PUB), le kiosque à journaux (au fond), la colonne porte-affiche (à gauche du kiosque), le mât porte-affiche (portant la mention culture) et deux mobiliers recevant des informations non publicitaires à caractère général ou local (portant la mention info) : un de 2 m² (communément appelé sucette) et un de 8 m².

Surface de la publicité sur mobilier urbain

	Agglo de - de 10 000 h n'appartenant pas à une uu de + de 100 000 h	Agglo de + de 10 000 h ou de - de 10 000 h faisant partie d'une uu de + de 100 000 h	Emprise des aéroports dont le flux annuel de voyageurs est supérieur à 3 millions
Abris destinés au public	Interdit	2 m ² unitaire et 2 m ² + 2 m ² par tranche entière de 4,5 m ² de surface abritée au sol	
Kiosques	Interdit	2 m ² unitaire 6 m ² total	
Colonne porte-affiches	Interdit	interdit	
Mâts porte-affiches	Interdit	2 m ² recto, 2 m ² verso	
Mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires non numérique	Interdit	12 m ²	50 m ²



L'interdiction d'apposer de la publicité sur le mobilier urbain dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants relève d'une erreur rédactionnelle à l'article R. 581-42. En effet, cette interdiction ne doit s'appliquer qu'au mobilier urbain supportant de la publicité numérique (interdit dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants). Aussi, dans l'attente d'un correctif, il convient de ne pas appliquer cette interdiction aux nouvelles demandes d'apposer de la publicité non numérique sur mobilier urbain dans ces agglomérations.

1.5. Les bâches comportant de la publicité

Depuis le décret du 30 janvier 2012, les bâches comportant de la publicité, dont le statut manquait de précision auparavant, ont été définies et classées en deux catégories :

- Les bâches de chantier, installées sur des échafaudages « nécessaires à la réalisation de travaux » ;
- Les bâches publicitaires, qui sont toutes les autres bâches.

Les bâches ne sont pas autorisées à l'intérieur des agglomérations de moins de 10 000 habitants (Article R581-53 du CE).

1.6. Les dispositifs de dimensions exceptionnelles

L'article L581-9 du code de l'environnement permet l'installation de dispositifs de dimensions exceptionnelles, exclusivement liés à des **manifestations temporaires**. Elles font l'objet d'une autorisation du maire, délivrée au cas par cas, après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, paysages et sites (CDNPS). Une autorisation générale et/ou permanente ne peut être délivrée.

Les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles ne sont pas autorisés à l'intérieur des agglomérations de moins de 10 000 habitants (Article R581-56).

1.7. L'affichage de petit format

Les dispositifs de petit format sont intégrés à la devanture commerciale et non à la seule baie. Ils peuvent donc être apposés sur tous les éléments composant la devanture : vitrine, porte d'entrée, piliers d'encadrement de part et d'autre des ouvertures.

L'affichage de petit format n'est pas soumis à la règle de densité. Il suit deux règles propres de surface et de pourcentage maximum, qui encadrent l'implantation de ces dispositifs :

- La surface unitaire des dispositifs de petit format est inférieure à 1 m² ;
- Leurs surfaces cumulées ne peuvent recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale et dans la limite de 2 m².

De plus, l'article R.581-57 du code de l'environnement soumet l'affichage de petit format à la plupart des dispositions applicables aux autres publicités.

1.8. L'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif

En vue d'assurer la liberté d'opinion et de répondre aux besoins des associations, les communes ont l'obligation de mettre à disposition des citoyens des surfaces d'affichage, dites d'« affichage libre » (Art. L.581-16 CE).

La surface minimum attribuée dans chaque commune à l'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif est fixée par l'article R.581-2 du code de l'environnement :

- quatre mètres carrés pour les communes de moins de deux mille habitants ;
- **quatre mètres carrés plus deux mètres carrés supplémentaires par tranche de deux mille habitants au-delà de deux mille habitants, pour les communes de deux à dix mille habitants (cas de la commune de Lorgues) ;**
- douze mètres carrés plus cinq mètres carrés par tranche de dix mille habitants au delà de dix mille habitants pour les autres communes.

La commune de Lorgues compte 9 054 habitants (INSEE 2019) et est dans l'obligation de mettre à disposition 12 m² de panneaux dédiés à l'affichage d'opinion.

Les emplacements sont déterminés par arrêté municipal. Ils peuvent être situés sur le domaine public, en surplomb de celui-ci ou bien encore sur le domaine privé communal. Les emplacements doivent être disposés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux (Art.R.581-3 CE).

1.9. Synthèse des principales dimensions autorisées

1.9.1. Publicité non lumineuse et lumineuse éclairée par projection ou transparence

	Surface maximum	Hauteur maximum
Publicité murale <i>Art. R581-26 CE</i>	4 m²	6 m au-dessus du sol
Publicité scellée ou apposée au sol <i>Art. R581-31 CE</i>	Interdite	-
Publicité sur mobilier urbain <i>Art. R581-43 à 48 CE</i>	2m ² sur abris destinés au public, kiosque et mats porte-affiche, 4m ² pour les autres	6 m au-dessus du sol
Bâches <i>Art. R581-53 CE</i>	Interdites	-
Dispositif publicitaire de dimension exceptionnelle <i>Art. R581-56 CE</i>	Interdit	-
Publicité de petit format <i>Art. R581-57 CE</i>	1 m ² Cumulée : 2m ² et 1/10 ^e de la surface de la devanture commerciale	-

1.9.2. Publicité lumineuse autre qu'éclairée par projection ou transparence, et publicité numérique

- Interdite sur tout type de support
- Interdite également sur mobilier urbain

2. Les règles nationales applicables aux enseignes pour la commune de Lorgues

L'enseigne doit être constituée de matériaux durables, ce qui exclut toute utilisation de papier ou de carton. Elle doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement (Art. R.581-58 CE).

2.1. L'enseigne en façade

L'enseigne en façade porte quelquefois le nom d'enseigne en bandeau ou en applique. Plus généralement, constitue une telle enseigne toute inscription, forme ou image peinte directement sur le mur, peinte ou adhésivée sur un panneau lui même fixé sur le mur, voire le caisson (lumineux ou non) posé à plat sur le mur, ainsi que les lettres, signes, images, formes découpées et fixées sur le mur sans support.

2.1.1. Implantation de l'enseigne à plat sur un mur ou parallèlement

Les enseignes murales ne peuvent dépasser les limites du mur sur lequel elles sont apposées (Art. R.581-60 CE). Elles ne peuvent notamment être constituées de lettres ou panneaux à cheval sur le mur et la toiture. **Soit l'enseigne est fixée sur le mur et ne doit pas en dépasser les limites, soit elle est en toiture et respecte les règles propres à cette catégorie** (cf. partie suivante). Les enseignes apposées sur les clôtures, aveugles ou non, suivent le régime des enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur.



Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur **ne peuvent constituer par rapport au mur une saillie de plus de 0,25 m** (Art. R.581-60 CE). Ces enseignes ne peuvent, le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit.

2.1.2. Implantation des enseignes à plat sur les balcons, balconnets, auvents, marquises, baies

Alors que la publicité est interdite sur toutes les formes de balcons, balconnets, auvents etc. les enseignes sont admises, sous conditions (Art. R.581-60, alinéa 2 CE) :

- Les enseignes peuvent être installées sur un auvent ou une marquise si leur hauteur ne dépasse pas 1 m ;
- Elles peuvent être installées devant un balconnet ou une baie si elles ne s'élèvent pas au-dessus du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet ou de la baie ;
- Elles peuvent être installées sur le garde-corps d'un balcon si elles ne dépassent pas les limites de ce garde-corps et si elles ne constituent pas une saillie de plus de 0,25 m par rapport à lui.

2.1.3. Implantation des enseignes perpendiculaires

Dites aussi en drapeau, dénommées « en potence » lorsqu'elles sont constituées d'un élément horizontal qui soutient l'enseigne, les enseignes perpendiculaires ne doivent pas dépasser la limite supérieure du mur qui les supporte et ne doivent pas être apposées devant une fenêtre ou un balcon (Art. R.581-61, alinéa 1 CE). Elles ne doivent pas constituer une saillie de plus de 2 m par rapport au mur supérieure.

Le RLP peut en outre imposer une hauteur minimum et/ou une hauteur maximum, exprimées en mètres ou en regard de l'architecture du bâtiment.

2.1.4. Surface maximum des enseignes sur façade

Le décret du 30 janvier 2012 impose aux enseignes apposées sur une façade commerciale, une surface maximum qui se fonde sur un rapport entre la surface de l'enseigne et la surface de la façade commerciale (Art. R.581-63 CE) :

- Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 15% de la surface de cette façade ;
- La surface des enseignes peut être portée à 25% lorsque la façade commerciale est inférieure à 50 m².



Sur chaque façade, la surface cumulée des enseignes (en vert) est comparée à la surface totale de la façade (hauteur x largeur), baies comprises. Les publicités et le microaffichage (en rouge) n'entrent pas en compte dans le calcul de la surface des enseignes.

2.2. L'enseigne sur toiture

Les enseignes peuvent être installées sur les toitures ou terrasses en tenant lieu des bâtiments où s'exerce une activité, lorsque l'activité concernée est exercée dans plus de la moitié du bâtiment considéré (surface de plancher). Elles doivent alors être « réalisées au moyen de lettres et signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneaux de fond autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. Ces panneaux ne peuvent dépasser 0,50 mètre de haut » (Art. R.581-62 CE).

Dimensions et surface maximum

Lorsqu'elles signalent des activités exercées dans plus de la moitié du bâtiment, la hauteur des enseignes en toiture ne peut excéder 3 m lorsque la hauteur de la façade qui les supporte est inférieure ou égale à 15 m. Lorsque la hauteur de la façade est supérieure à 15 m, les enseignes n'excéderont pas le cinquième de la hauteur de la façade, dans la limite de 6 m (Art. R.581-63 CE).

Enfin, depuis le 1^{er} juillet 2012, la surface cumulée des enseignes sur toiture d'un même établissement ne peut excéder 60 m².



Une enseigne en toiture (comme une publicité) doit être composée de lettres découpées sans fixations visibles. Bandeau technique de 0,50 m maximum.



Enseigne peinte sur un toit assimilée à une enseigne en toiture.

Enseignes en toiture si l'activité est exercée dans plus de 50 % du bâtiment	Enseignes en toiture si l'activité exercée dans moins de 50 % du bâtiment
Enseignes en toiture	Publicité lumineuse en toiture
Hauteur de façade \leq à 15 m : 3 m maxi	Hauteur de façade \leq à 20 m : 1/6 de la hauteur et 2 m maxi
Hauteur de façade > 15 m : 1/5 de la hauteur et 6 m maxi	Hauteur de façade > 20 m : 1/10 de la hauteur et 6 m maxi
Surface cumulée limitée à 60 m ²	surface cumulée limitée à 60 m ²

2.3. L'enseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont installées sur l'immeuble où s'exerce l'activité, en l'occurrence sur l'unité foncière où s'exerce l'activité. Toute inscription, forme ou image installée sur un autre lieu est une préenseigne ou une publicité. Les chevalets installés sur le domaine public sont des préenseignes. Toutefois, lorsqu'est consentie une autorisation d'occuper le domaine public (pour l'implantation d'une terrasse de café par exemple), les préenseignes qui y sont installées sont considérées comme des enseignes.

2.3.1. Surface et hauteur

Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants (cas de l'agglomération de Lorgues), la surface unitaire maximale des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol est de 6 m².

Ces enseignes ne peuvent dépasser :

- 6,50 m de haut lorsqu'elles font 1 m ou plus de large ;
- 8 m de haut lorsqu'elles font moins de 1 m de large.

2.3.2. Densité

Lorsque les enseignes font plus de 1 m², elles sont limitées en nombre à un dispositif placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est installée l'activité signalée (Art. R.581-64, dernier alinéa).

2.4. L'enseigne lumineuse

Le code de l'environnement ne distingue pas de catégories dans les enseignes lumineuses. Eclairées par projection ou transparence, numériques ou non, elles sont toutes soumises aux mêmes règles.

Extinction nocturne

« Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsque l'activité cesse ou commence entre minuit et sept heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité » (Art. R.581-59).

2.5. Synthèse des principales dimensions autorisées

2.5.1. Règles nationales s'appliquant au territoire communal

	Surface maximum	Hauteur maximum au dessus du sol	Densité
Enseigne sur façade commerciale Art. R581-63 CE	Surface cumulée : 15% de la surface de la façade commerciale si façade $\geq 50\text{m}^2$ 25% de la surface de la façade < 50m^2 (sauf exceptions)	-	-
Enseigne sur toiture Art. R581-62 CE	60 m ² cumulés pour un même établissement (sauf exceptions)	3m lorsque hauteur façade $\leq 15\text{m}$ 1/5 ^e de la hauteur de la façade, dans la limite de 6m, si hauteur façade > 15m	-
Enseigne sur auvent ou marquise Art. R581-60 CE	-	1 m	-

Enseigne sur balcon et balconnet Art. R581-60 CE	-	Hauteur du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet ou de la baie	-
--	---	--	---

Dispositions spécifiques hors agglomérations et dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants

	Surface maximum	Hauteur maximum de l'enseigne	Densité
Enseigne au sol Art. R581-64 CE Art. R581.65 CE	6 m ² unitaire	6,5 m de haut si largeur $\geq 1\text{m}$ 8 m de haut si largeur < 1m	Enseignes de plus de 1 m ² : 1 le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble Enseignes de moins de 1 m ² : non réglementé

3. Les règles nationales applicables aux dispositifs temporaires (enseignes et préenseignes)

Les enseignes ou préenseignes temporaires peuvent être installées trois semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.

3.1. Spécificités aux enseignes temporaires

Les enseignes temporaires sont partagées en deux catégories, liées à la durée et à la nature des événements qu'elles signalent (Art. L.581-20) :

- les enseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois.
- les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

- **Durée**

Les enseignes temporaires peuvent être installées trois semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération. Le RLP peut réduire ces durées, afin de prévenir une présence continue d'enseignes temporaires liée à une succession d'opérations commerciales tout au long de l'année.

- **Implantation**

2^{ème} alinéa de l'article R.581-58 : « elle doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale ». Le bon état de propreté est d'autant plus à surveiller que le 1^{er} alinéa de l'article R.581-8 ne s'applique pas. Puisque temporaires, ces enseignes n'ont pas l'obligation d'être constituées de matériaux durables ;

Par ailleurs, la surface unitaire maximale des enseignes mentionnées au 2° de l'article R.581-68, signalant toutes les opérations ayant trait à l'immobilier, est limitée à douze mètres carrés lorsqu'elles sont scellées au sol ou installées directement sur le sol. Aucune

limitation de surface unitaire ou cumulée n'est imposée, à l'exception des enseignes en toiture comme indiqué plus haut ou des enseignes « immobilières » scellées au sol. Un RLP pourra prévoir des prescriptions plus restrictives les concernant.

3.2. Spécificités aux préenseignes temporaires

Dans les agglomérations de plus de dix mille habitants et dans les agglomérations de moins de dix mille habitants appartenant à une unité urbaine de plus de cent mille habitants, les préenseignes suivent les règles applicables aux autres publicités et notamment sont soumises à déclaration préalable lorsque leur hauteur dépasse un mètre et leur largeur un mètre cinquante (Art. R.581-6).

Chapitre 2 : État des lieux des publicités et enseignes et enjeux

I. État des lieux général

La commune de Lorgues est concernée par la présence de l'ensemble des dispositifs publicitaires règlementés par le Code de l'Environnement (publicités, pré-enseignes et enseignes).

Les dispositifs de type **publicités-préenseignes** sont essentiellement recensés le long des routes départementales (D10, D562), principales traversées communales. **Ces dispositifs étant en majorité scellés au sol, ils ne sont pas conformes à la réglementation nationale et à l'article R.581-31 du code de l'environnement.**

« Les dispositifs publicitaires non lumineux, scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants. » - R.581-31 du CE



RD 562 - Publicités-préenseignes scellées au sol, non conformes à la réglementation nationale

Les dispositifs de type **enseignes** sont également dominants le long des axes départementaux cités précédemment, en agglomération mais également en dehors. En effet, ces axes sont souvent bordés directement par les unités foncières des bâtiments d'activités en question, qu'elles soient isolées (cas du intermarché, D10-route des Arcs), ou rapprochées les unes des autres à l'image des bâtiments d'activités à l'entrée Est (D562 – Route de Draguignan).



RD 562 – Enseignes scellées au sol

En dehors des axes principaux, la majorité des enseignes est ensuite regroupée sur le centre-historique et le centre-ville élargi.

Ces trois secteurs représentent les espaces à enjeux du futur RLP.

Les quartiers d'habitats alentours et autres entrées de ville ne présentent pas aujourd'hui de dispositifs publicitaires. Ils ne constituent pas des secteurs à enjeu, en dehors de leur préservation.

Les différents dispositifs n'ont pas fait l'objet d'un recensement exhaustif, néanmoins un recensement géographique et photographique mené en avril 2021 permet d'identifier les enjeux du territoire. Ces enjeux, sont présentés dans les parties suivantes, par secteurs et sur la base d'exemple illustré.

II. Les secteurs à enjeux

1. Le centre-historique de Lorgues

Caractéristiques de la zone

- Centralité historique de la commune ;
- Secteur protégé par des classements patrimoniaux :
 - Abords de Monuments Historiques,
 - Site Patrimonial Remarquable (zone 1)
- Nombreux équipements et commerces nécessitant une bonne visibilité ;

Dispositifs d'affichage extérieur présents sur le secteur

- Essentiellement des enseignes
- Pas de publicités
- Préenseignes sous forme de signalétique d'information locale.

Les principaux types d'enseignes rencontrés sont :

En façade de bâtiment :

- Apposées à plat ou parallèlement à un mur :
 - des enseignes « principales » en bandeau ou en lettres découpées ;
 - des enseignes « secondaires » pour les menus, horaires d'ouvertures, etc.
- Perpendiculaires au mur ;
- Sur auvents ou stores-bannes ;

Au sol :

- Installée directement sur le sol de type chevalets, oriflammes ;



1.1. Les enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur

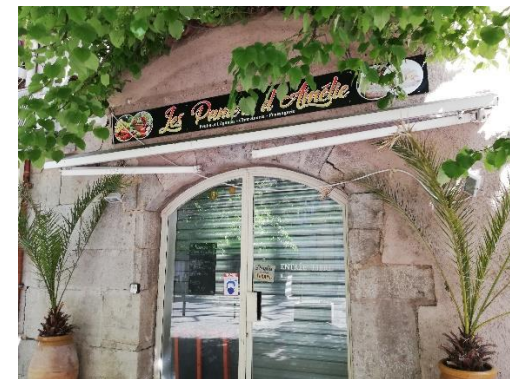
Enseignes en lettres découpées apposées à plat sur des menuiseries en bois



Enseignes en lettres découpées apposées à plat directement sur la façade



Enseignes en bandeau apposées à plat sur la façade





Enseignes en lettres découpées peintes directement sur la façade



➤ Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur :

- Promouvoir une **identité esthétique** et des enseignes de qualité dans ce secteur à fort intérêt architectural, localisé en site patrimonial remarquable (SPR), en :
 - Privilégiant les enseignes en lettres découpées fixées ou peintes directement sur la façade ;
 - Exluant des couleurs (fluos) ou matériaux (bâches) ;
 - Limitant l'enseigne au nom de l'activité et en exluant les photos ou images incluses dans l'enseigne ;
- Limiter le nombre d'enseigne par façade, pour éviter un cumul trop important entre les différents type d'enseignes possible ;
- Encadrer les formats maximum (hauteur, largeur) des enseignes principales et secondaires (portes menus) ;
- Interdire l'implantation au-delà des appuis de fenêtre du 1^{er} étage ainsi que les enseignes qui encadre intégralement une baie ;



1.2. Les enseignes perpendiculaires au mur



- **Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes perpendiculaires à un mur :**
- Limiter le nombre d'enseigne perpendiculaire par façade, suivant la tendance actuelle ;
 - Encadrer le format maximum (maintenir l'état existant)
 - Éviter la superposition d'enseignes perpendiculaires
 - Interdire l'implantation au-delà du rez-de-chaussée commerciale
 - Privilégier l'emploi de matériaux nobles (fer, bois) et l'aspect artisanal

1.3. Les enseignes scellées au sol ou apposées directement sur le sol

Enseignes(**préenseignes**) apposées directement sur le sol



Le code de l'environnement et l'article R.581-31, interdit les dispositifs publicitaires-préenseignes scellées ou apposées au sol dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (cas de la commune de Lorgues).

Lorsqu'ils sont installés sur le domaine public, les chevalets, oriflammes, sont considérés comme des préenseignes. Toutefois, lorsqu'est consentie une autorisation d'occuper le domaine public (pour l'implantation d'une terrasse de café par exemple), les préenseignes qui y sont installées sont considérées comme des enseignes.

Ainsi les dispositifs de cette catégorie, installés sur le domaine public sont interdits.

- Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes apposées directement sur le sol :
 - Limiter le nombre d'enseigne apposée au sol sur l'emprise des terrasses ;
 - Encadrer le format maximum (maintenir l'état existant) ;
 - Privilégier les dispositifs de type chevalet dans ce secteur patrimonial et interdire les dispositifs de type oriflamme/kakémonos ;
 - Renforcer si nécessaire l'utilisation de la Signalétique d'Information Locale (barettes) ;
 - Maintenir l'absence d'enseignes scellées au sol ;

1.4. Les enseignes sur auvents, marquises



Des enseignes peuvent être installées sur un auvent ou une marquise si leur hauteur ne dépasse pas un mètre, devant un balconnet ou une baie si elles ne s'élèvent pas au-dessus du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet ou de la baie, enfin, sur le garde-corps d'un balcon si elles ne dépassent pas les limites de ce garde-corps et si elles ne constituent pas une saillie de plus de 0,25 mètre par rapport à lui. Article R.581-60 du Code de l'Environnement.

1.5. Les enseignes sur balcons, balconnets



➤ Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes sur auvents, marquises et balcons :

- Encadrer le format maximum des enseignes sur auvents (maintenir l'état existant) ;
- Interdire les enseignes sur balcons, ces dernières masquant les éléments d'architecture de façade ;

2. Le centre ville élargi

Caractéristiques de la zone

- Extension du centre-historique de la commune ;
- Secteur en grande partie protégé par des classements patrimoniaux (Monuments Historiques, périmètre du Site Patrimonial Remarquable)
- Nombreux équipements et commerces nécessitant une bonne visibilité ;



Dispositifs d'affichage extérieur présents sur le secteur

- Essentiellement des enseignes
- Peu de publicités
- Préenseignes sous forme de signalétique d'information locale.

Les principaux types d'enseignes rencontrés sont :

En façade de bâtiment :

- Apposées à plat ou parallèlement à un mur :
 - o des enseignes « principales » en bandeau ou en lettres découpées ;
 - o des enseignes « secondaires » pour les menus, horaires d'ouvertures, etc.
- Perpendiculaires au mur ;

Sur clôture

Scellée au sol

2.1. Des préenseignes murales et scellées au sol



➤ Des enjeux et pistes d'amélioration pour les publicités-préenseignes

- Appliquer la réglementation nationale et l'interdiction d'affichage publicitaire scellé au sol ;
- Envisager la réintroduction d'affichage publicitaire mural au sein du SPR ?
- Son maintien hors SPR dans des formats limités ?

2.2. Les enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur

Enseignes apposées à plat sur la façade





➤ **Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur :**

- Limiter le nombre d'enseigne par façade, pour éviter un cumul trop important entre les différents type d'enseignes possible ;
- Encadrer les enseignes sur clôture, peu nombreuses actuellement mais pouvant impacter la qualité du site dans le futur ;
- Encadrer les formats maximum (hauteur, largeur) des enseignes principales et secondaires (portes menus) ;
- Interdire l'implantation au-delà des appuis de fenêtre du 1^{er} étage ainsi que les enseignes qui encadre intégralement une baie ;
- Encadrer la qualité des enseignes (notamment au sein du Site Patrimonial Remarquable) :
 - En privilégiant les enseignes en lettres découpées ;
 - Exluant des couleurs (fluos) ou matériaux (bâches) ;
 - Limitant l'enseigne au nom de l'activité et en exluant les photos ou images incluses dans l'enseigne ;
 - Excluant les enseignes en toiture.

2.3. Les enseignes perpendiculaires au mur



- **Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes perpendiculaire à un mur :**
- Limiter le nombre d'enseigne perpendiculaire par façade, suivant la tendance actuelle (1 dispositif par façade) ;
 - Encadrer le format maximum (maintenir l'état existant)
 - Éviter la superposition d'enseignes perpendiculaires
 - Interdire l'implantation au-delà du rez-de-chaussée commerciale

2.4. Les enseignes scellées au sol ou apposées directement sur le sol



- Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes scellées ou apposées directement sur le sol :
 - Réduire le format maximum autorisée par la réglementation nationale qui est de **6m²**, afin d'éviter l'implantation de dispositif dans des formats non adaptés au contexte urbain ;
 - Privilégier les dispositifs de type Totem, plus haut que large, réduisant de fait l'impact visuel dans le paysage urbain ;

3. Les abords des entrées villes

Caractéristiques des routes départementales :

- Les D562 et D10 sont les principales traversées du territoire ;
- Elles offrent quelques perceptions remarquables sur la collégiale ;
- Elles sont en partie protégées par des classements patrimoniaux (Monuments Historiques, périmètre du Site Patrimonial Remarquable)



Dispositifs d'affichage extérieur présents sur le secteur

- De nombreux dispositifs publicitaires scellés au sol, non conformes à la réglementation nationale ;
- Des dispositifs publicitaires muraux ;
- Des préenseignes dérogatoires, relatives à la fabrication de produits du terroir ;
- De nombreuses enseignes ;

Les principaux types d'enseignes rencontrés sont :

En façade de bâtiment :

- Apposées à plat ou parallèlement à un mur :
 - o des enseignes « principales » en bandeau ou en lettres découpées ;
- Perpendiculaires au mur ;

Scellées au sol de grandes dimensions :

Apposées à plat ou parallèlement à une clôture :

3.1. Des publicités - préenseignes scellées au sol

Pour rappel : Le code de l'environnement et l'article R.581-31, interdit les dispositifs publicitaires-préenseignes scellées ou apposées au sol dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (cas de la commune de Lorgues).

Ainsi les nombreux dispositifs scellés au sol présentés ci-dessous et visibles le long des axes communaux ne sont pas conformes à la réglementation nationale et au code de l'environnement.



Abords de la RD 10 – Route des Arcs



Abords de la RD 562 – Route de Draguignan



Abords de la RD 562 – Route de Draguignan



Abords de la RD 10 – Route de Salernes, chemin de Failliant



Abords de la RD 10 – Route de Salernes



Abords de la RD 562 – Rond Point de la Libération, Route de Carcès

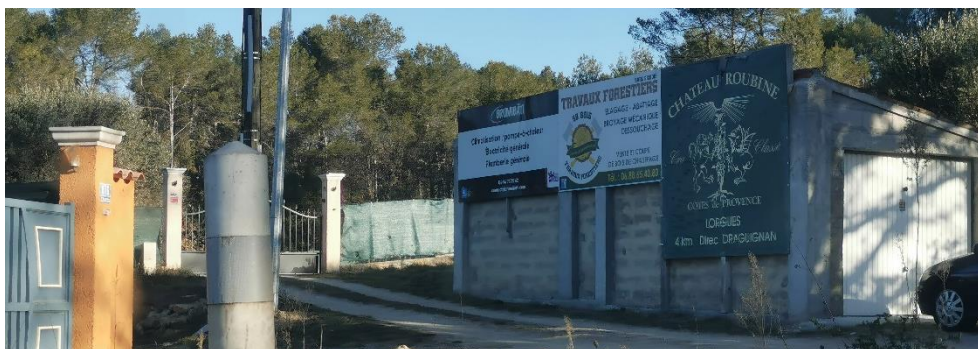
- **Des enjeux et pistes d'amélioration pour les publicités-préenseignes**
 - Appliquer la réglementation nationale et l'interdiction d'affichage publicitaire scellé au sol ;
 - Développer la signalétique d'information locale ;

3.2. Des publicités - préenseignes apposées à plat sur un mur

Pour rappel : Le code de l'environnement et l'article R.581-26, permet dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (cas de Lorgues), la publicité non lumineuse apposée sur un mur ou une clôture. Cette dernière ne peut avoir une surface unitaire excédant **4 mètres carrés**, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.



Abords de la RD 562 – Route de Draguignan



Abords de la RD 562 – Route de Draguignan



Abords de la RD 562 – Rond Point de la Libération, Route de Carcès



Abords de la RD 10 – Route de Salernes

- **Des enjeux et pistes d'amélioration pour les publicités-préenseignes murales**
 - Maintenir l'interdiction d'affichage publicitaire mural au sein du SPR, conformément à l'article L.151-8 du Code de l'Environnement ;
 - Encadrer l'affichage publicitaire mural hors SPR, en imposant des formats limités

3.3. Des préenseignes dérogatoires

Les préenseignes prévues par le troisième alinéa de l'article L. 581-19, à savoir: **les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales, les activités culturelles et les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite** dites **préenseignes dérogatoires** peuvent être implantées en dehors des agglomérations, au plus à 5 kilomètres de l'entrée de l'agglomération ou du lieu où est exercée l'activité qu'elles signalent. Toutefois, cette distance est portée à 10 kilomètres pour les préenseignes dérogatoires signalant des monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite.

Les préenseignes dérogatoires peuvent être scellées au sol ou installées directement sur le sol.

Leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur.



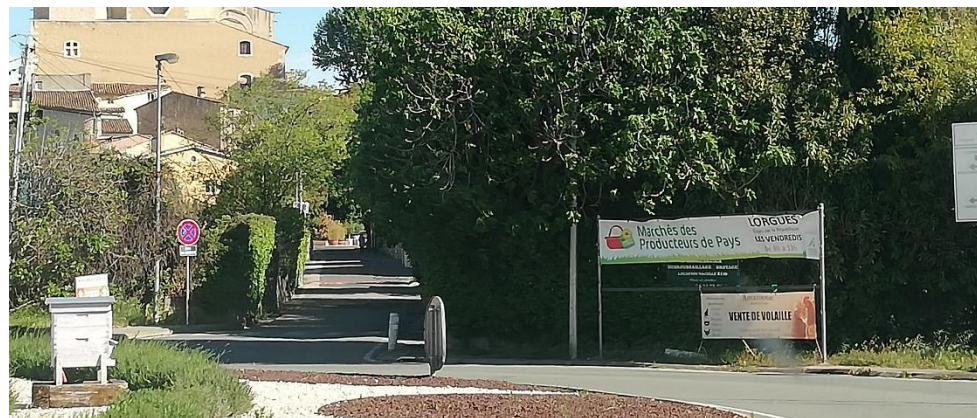
3.4. Des préenseignes temporaires

Selon l'article R581-71 du code de l'environnement, les préenseignes temporaires peuvent être scellées au sol ou installées directement sur le sol hors agglomération et dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (cas de Lorgues) si leurs dimensions n'excèdent pas 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur et si leur nombre est limité à quatre par opération ou manifestation.

Sont considérées comme enseignes ou préenseignes temporaires :

- 1° Les enseignes ou préenseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
- 2° Les enseignes ou préenseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Ces enseignes ou préenseignes temporaires peuvent être installées trois semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.



3.5. Les enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur ou une clôture





➤ **Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur ou une clôture :**

- Limiter le nombre d'enseigne par façade, pour éviter un cumul trop important entre les différents type d'enseignes possible ;
- Encadrer voire interdire les enseignes sur clôture, qui impacte la qualité des traversées communales ;
- Encadrer les formats maximum (hauteur, largeur) des enseignes principales et secondaires (portes menus) ;
- Interdire l'implantation au-delà des appuis de fenêtre du 1^{er} étage ainsi que les enseignes qui encadre intégralement une baie ;
- Encadrer la qualité des enseignes (notamment au sein du Site Patrimonial Remarquable) :
 - En privilégiant les enseignes en lettres découpées ;
 - Exluant des couleurs (fluos) ou matériaux (bâches) ;
 - Limitant l'enseigne au nom de l'activité et en exluant les photos ou images incluses dans l'enseigne ;
 - Exluant les enseignes en toiture.

3.6. Des enseignes perpendiculaires



➤ **Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes perpendiculaire à un mur :**

- Limiter le nombre d'enseigne perpendiculaire par façade, suivant la tendance actuelle (1 dispositif par façade) ;
- Encadrer le format maximum (maintenir l'état existant)
- Éviter la superposition d'enseignes perpendiculaires
- Interdire l'implantation au-delà du rez-de-chaussée commerciale

3.7. Les enseignes scellées au sol ou apposées directement sur le sol



➤ Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes scellées ou apposées directement sur le sol :

- Réduire le format maximum autorisée par la réglementation nationale qui est de **6m²**, afin d'éviter l'implantation de dispositif dans des formats non adaptés au contexte urbain ;
- Privilégier les dispositifs de type Totem, plus haut que large, réduisant de fait l'impact visuel dans le paysage urbain ;

3.8. Les enseignes sur auvents, marquises



3.9. Les enseignes sur balcons, balconnets



➤ Des enjeux et pistes d'amélioration pour les enseignes sur auvents, marquises et balcons :

- Encadrer le format maximum des enseignes sur auvents (maintenir l'état existant) ;
- Encadrer l'esthétisme ;
- Interdire les enseignes sur balcons (même temporaire) ;

Chapitre 3 : Synthèse des enjeux en matière d’affichage

1. Le centre historique

En matière de publicités/préenseignes

- Maintenir une absence de publicité sur le centre-ville (protégé par le S.P.R) ;
- Développer la signalétique d’information locale ;

En matière d’enseignes

- Maintenir l’absence d’enseignes scellées au sol à l’échelle du centre villageois et limiter le nombre d’enseignes apposées au sol ;
- Encadrer la densité d’enseignes en façade et leur implantation ;
- Veiller à la qualité des enseignes (couleurs, matériaux, luminosité), à leur intégration architecturale en favorisant notamment les enseignes en lettre découpées ;
- Interdire les enseignes sur balcons, en toiture, sur oriflammes et l’implantation sur les étages non commerciaux.

2. Le centre ville élargi

En matière de publicités/préenseignes

- Appliquer la réglementation nationale et l’interdiction d’affichage publicitaire scellé au sol ;
- Interroger les besoins de réintroduction de publicités/pré-enseignes apposées parallèlement à un mur au sein du S.P.R;
- Développer la signalétique d’information locale ;

En matière d’enseignes

- Encadrer la densité des enseignes en façades ;
- Limiter le format des enseignes scellées au sol, notamment dans le S.P.R ;

- Interdire les enseignes sur balcons, en toiture, sur oriflammes et l’implantation sur les étages non commerciaux ;
- Interdire les enseignes sur mur aveugle (en l’absence d’ouverture commerciale) ?

3. Les abords des entrées de villes

En matière de publicités/préenseignes

- Appliquer la réglementation nationale et l’interdiction d’affichage publicitaire scellé au sol ;
- Développer la signalétique d’information locale ;
- Maintenir l’interdiction d’affichage publicitaire mural au sein du SPR, conformément à l’article L.151-8 du Code de l’Environnement ;
- Encadrer l’affichage publicitaire mural hors SPR, en imposant des formats limités ;

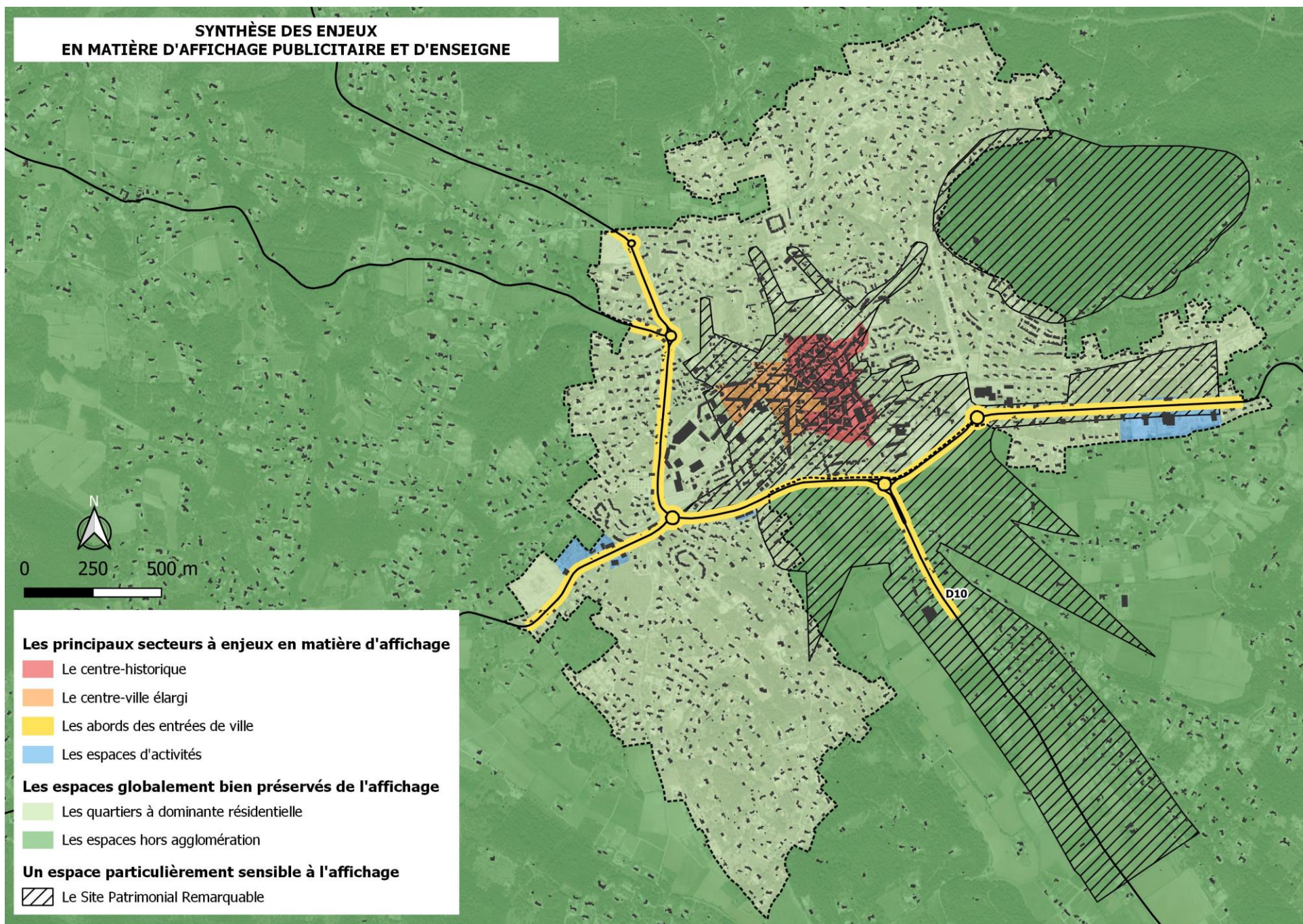
En matière d’enseignes

- Limiter le nombre d’enseigne par façade, pour éviter un cumul trop important entre les différents type d’enseignes possible ;
- Encadrer voire interdire les enseignes sur clôture, qui impacte la qualité des traversées communales ;
- Encadrer les formats maximum (hauteur, largeur) des enseignes ;
- Réduire le format maximum autorisée par la réglementation nationale qui est de **6m²**, afin d’éviter l’implantation de dispositif dans des formats non adaptés au contexte urbain ;
- Privilégier les dispositifs de type Totem, plus haut que large, réduisant de fait l’impact visuel dans le paysage urbain ;

4. Le reste du territoire

- Encadrer le format, l’esthétisme et l’implantation des enseignes, qu’elles soient apposées à plat ou perpendiculairement à un mur, scellées au sol, etc..

SYNTHÈSE DES ENJEUX EN MATIÈRE D’AFFICHAGE PUBLICITAIRE ET D’ENSEIGNE



Partie 2 : ORIENTATIONS ET OBJECTIFS

Orientation 1 - Préserver et mettre en valeur l'identité de Lorgues, ses richesses paysagères et patrimoniales

La commune de Lorgues se compose de 9 000 habitants et ne dispose pas de RLP à ce jour.

En l'absence de RLP, les possibilités d'affichage publicitaire sont aujourd'hui cadrées par la réglementation nationale en vigueur. Cette dernière, au travers de l'article R.581-31 du Code de l'environnement, **interdit strictement l'affichage publicitaire apposé ou scellé au sol dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants**, réduisant de fait les possibilités d'affichage.

De plus, l'agglomération Lorguaise est couverte par plusieurs périmètres patrimoniaux (Abords de Monuments Historiques et Site Patrimonial Remarquable) entraînant par application de l'article L581-8 du Code de l'Environnement une interdiction d'affichage publicitaire sur les espaces concernés, inclus dans l'agglomération.

Enfin, la commune bénéficie d'un contexte paysager de qualité. En effet, l'agglomération Lorguaise est cernée par les reliefs naturels et boisés (Collet du Mouton, Collet Redon, Pey Cervier, etc..) et se mêle aux espaces agricoles composant de fait une mosaïque paysagère de qualité. Les entrées de villes principales offrent des points de vue d'exception sur la Collégiale Saint-Martin. Afin d'entretenir la qualité de ses paysages et son cadre de vie, la commune souhaite :

- **Maintenir l'interdiction d'affichage publicitaire mural au sein du Site Patrimonial Remarquable.**

Véritable atout paysager et d'attractivité touristique, cet espace de qualité est aujourd'hui concerné par de l'affichage publicitaire scellés au sol et mural non conformes à la réglementation nationale. L'élaboration du RLP sera l'occasion pour la commune de faire appliquer ces interdictions.



Vue sur la Collégiale Saint-Martin



Centre historique de Lorgues

➤ **Promouvoir une identité des enseignes dans le centre-historique ;**

Aujourd'hui, le centre village connaît des disparités en matière d'enseignes, notamment en termes d'implantation, de qualité, de matériaux, de couleurs, etc... La commune souhaite conforter les principes engagés sur certains commerces en renforçant davantage cette tendance visuell, notamment à proximité immédiate de la collégiale Saint-Martin.

➤ **Limitier la pollution lumineuse et les consommations d'énergie en définissant une plage d'extinction nocturne adaptée aux publicités et enseignes lumineuses ;**

En cohérence avec la politique de développement durable et de protection du cadre de vie portée par la commune, les élus souhaitent interdire les enseignes numériques afin de préserver la qualité du cadre de vie nocturne.

De plus, une plage d'extinction nocturne plus large que ce qui celle imposée dans le Code de l'Environnement sera envisagée sur la commune afin de réduire les atteintes à l'environnement.



Orientation 2 – Valoriser les paysages urbains et la qualité du cadre de vie quotidien

- **Limitier l’emprise visuelle des publicités murales et des enseignes le long des axes routiers structurants (D562, D10)**

Les abords des départementales D562 et D10 sont aujourd’hui concernés par de l’affichage publicitaire et des préenseignes scellées au sol, non conformes à la réglementation nationale actuelle.

Pour répondre aux besoins des acteurs économiques locaux et aux besoins d’affichage institutionnels, la commune souhaite maintenir des possibilités d’affichage le long des principales traversées urbaines de la commune. Les formats autorisés par le code de l’environnement seront toutefois restreints, limitant de fait l’impact visuel.

Néanmoins, afin d’assurer la visibilité des entreprises présentes sur Lorgues, la commune souhaite développer le fléchage des activités via la Signalétique d’Information Locale, déjà implantée en partie sur le territoire.

- **Maintenir un cadre de vie apaisé au sein des quartiers d’habitat** et le long des axes secondaires en limitant la place de la publicité, des enseignes et les formats autorisés ;
- **Améliorer l’intégration urbaine des enseignes sur le reste du territoire communal** : encadrer leur nombre, format et qualité.
- **Réduire l’empreinte visuelle de certaines enseignes sur le reste du territoire communal**, notamment aux abords des grands axes de traversée communal (D562, D10)



Publicités scellées au sol le long de la D562 non conformes à la RNP



Publicités murales



Enseigne murale peu adaptée à la qualité du SPR

Orientation 3 – Assurer la visibilité des activités économiques et culturelles locales

- Développer/améliorer la Signalétique d'Information Locale (S.I.L.) pour les activités peu visibles des axes principaux ;

Comme indiqué ci-dessus, la commune s'engage à valoriser la signalétique d'information locale pour permettre la visibilité des commerces et activités communales qui le souhaitent et ainsi compenser l'interdiction d'afficher des préenseignes au sol induit par l'article R581-31 du code de l'environnement.

- Conserver la possibilité d'installer du mobilier d'information municipale, qui pourra éventuellement recevoir une face publicitaire nécessaire à la gestion de ces supports ;
- Dé-densifier l'affichage extérieur sur les pôles d'activités en limitant le nombre d'enseigne, tout en adaptant les formats à la vocation de ces zones ;



Partie 3 : JUSTIFICATIONS DES CHOIX

Chapitre 1 : La délimitation des zones du règlement local de publicité

L'état des lieux du territoire et le diagnostic ont mis en évidence plusieurs secteurs présentant chacun des enjeux publicitaires, paysagers, patrimoniaux, économiques spécifiques. Ces secteurs ont été zonés en zones de publicité (ZP) au sein desquelles des règles particulières ont été définies afin de répondre aux enjeux identifiés localement.

5 zones de publicité ont été définies dans ce RLP :

La zone n°1 (ZP1) couvre le centre historique ;

La zone n°2 (ZP2) couvre le centre ville élargi ;

La zone n°3 (ZP3) couvre les espaces économiques ;

La zone n° 4 (ZP4) couvre les quartiers à dominante résidentielle ;

La zone n° 5 (ZP5) couvre l'ensemble des unités foncières situées en dehors des périmètres physiques d'agglomération ;

I. ZP1 : centre historique:

Le périmètre de la ZP1 couvre le centre-historique de la ville de Lorgues et correspond à la zone UA du PLU.

Se concentrent sur ce secteur :

- Des enjeux de qualité urbaine et de lisibilité des façades et patrimoniaux, puisque ce secteur est concerné par des périmètres de protection réglementaire : abords de monuments historiques et Site Patrimonial Remarquable (SPR)
- Des enjeux économiques et d'attractivité étant donné la présence de nombreux équipements et commerces autour de la collégiale Saint-Martin.

On peut noter l'absence de publicité, le secteur ne disposant que d'enseigne et de pré-enseigne sous forme de signalétique d'information locale (SIL).

Pour valoriser la qualité de cet espace et la lisibilité des éléments bâtis, des objectifs spécifiques ont été défini pour ce secteur :

- Maintenir l'interdiction d'affichage publicitaire mural au sein du Site Patrimonial Remarquable.
- Promouvoir une identité des enseignes dans le centre-historique ;



II. ZP2 : le centre ville élargi

Le périmètre de la ZP2 couvre le centre-ville élargi. Ce dernier correspond à l'extension du centre-historique de la commune.

Dans la continuité du centre historique, se concentrent sur ce secteur :

- Des enjeux économiques et de visibilité pour les équipements et commerces présents ;
- Des enjeux patrimoniaux étant donné que le centre ville élargi est intégralement couvert par des périmètres réglementaires (Monuments Historiques, Site Patrimonial Remarquable)

Ainsi, les objectifs spécifiques de ces zones sont :

- Maintenir l'interdiction d'affichage publicitaire mural au sein du Site Patrimonial Remarquable.
- Améliorer la Signalétique d'Information Locale (S.I.L) pour les activités peu visibles
- Conserver la possibilité d'installer du mobilier d'information municipale, qui pourra éventuellement recevoir une face publicitaire nécessaire à la gestion de ces supports ;
- Réduire l'empreinte visuelle de certaines enseignes en encadrant leur densité aux façades et en limitant le format de celle scellées au sol notamment dans le SPR



III. ZP3 : Les pôles économiques

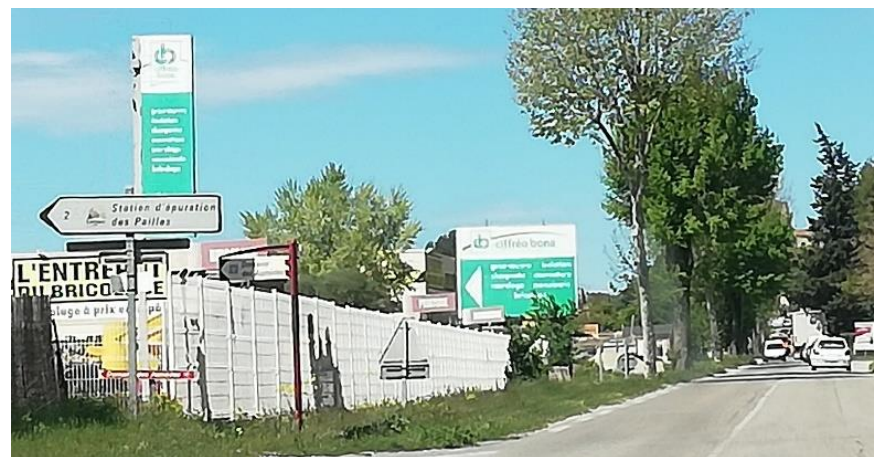
La ZP3 couvre deux pôles d'activités économique, localisés sur les entrées de ville Est et Ouest de la commune, le long de la D562.

Ces activités économiques sont ainsi fortement perçues depuis l'axe départemental. Sont essentiellement regroupés sur ces espaces des enseignes nationales (Total, Marie Blachère, Ciffréo bonna, Point P.).

Le diagnostic a démontré que ces secteurs étaient peu concernés par de l'affichage publicitaire (hors dispositifs scellés au sol aux abords de la D552, non conformes à la réglementation nationale). Néanmoins, sur ces secteurs se concentrent de nombreuses enseignes en façades, scellées au sol et sur clôture, aux dimensions et à la qualité hétérogène ;

Ainsi, les objectifs spécifiques dédiés à ces espaces sont également liés à la qualité des entrées de ville :

- Réduire l'empreinte visuelle de certaines enseignes sur le reste du territoire communal, notamment aux abords des grands axes de traversée communal (D562, D10)
- Dé-densifier l'affichage extérieur sur les pôles d'activités en limitant le nombre d'enseigne, tout en adaptant les formats à la vocation de ces zones ;



IV. ZP4 : les quartiers à dominante résidentielle

La ZP4 couvre le reste de l'agglomération hors ZP1, Z21 et ZP3 présentés ci-avant et ZP5 correspondant aux secteurs non agglomérés. Il s'agit ainsi, des espaces à dominante résidentielle et aux axes de traversées de la commune.

Le diagnostic réalisé sur le territoire a révélé qu'en dehors des pôles économiques présentés ci-avant, les quartiers de Lorgues sont peu concernés par la présence d'activités et ainsi faiblement concernés par de l'affichage publicitaire. L'essentiel des dispositifs présents le long des axes étant scellés au sol, ceux-ci sont déjà non conforme à la réglementation nationale et ont vocation à disparaître.



Ainsi, se concentrent sur ces secteurs :

- Des enjeux paysagers et patrimoniaux par la qualité des espaces de perception des paysages et patrimoine locaux (vues sur la collégiale, sur les vastes espaces viticoles, sur le grand paysage) ;
- Des enjeux de qualité du cadre de vie ;
- Des enjeux économiques et de visibilité pour les quelques entreprises implantées aux abords des axes départementaux notamment ou ponctuellement au sein des quartiers pavillonnaires.

Une zone spécifique ZP4 intégrant les quartiers résidentiels de la commune et les entrées de ville a été définie pour répondre à ces enjeux. Ainsi, les objectifs spécifiques de cette zone sont :

- Maintenir un cadre de vie apaisé au sein des quartiers d'habitat et le long des axes secondaires en limitant la place de la publicité, des enseignes et les formats autorisés ;
- Améliorer l'intégration urbaine des enseignes sur le reste du territoire communal : encadrer leur nombre, format et qualité.
- Réduire l'empreinte visuelle de certaines enseignes sur le reste du territoire communal, notamment aux abords des grands axes de traversée communal (D562, D10)

V. ZP5: les secteurs hors agglomérations

La zone n°5 (ZP5) couvre l'ensemble des unités foncières situées en dehors des périmètres physiques d'agglomération.

Elle rassemble l'ensemble des unités foncières situées hors agglomération où la publicité et les préenseignes sont interdites en application des articles L581-4 et L.581-7 du code de l'environnement.

Rappel :

- « En dehors des lieux qualifiés d'agglomération par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite. » (Article L581-7 CE).

En l'absence de possibilité d'affichage publicitaire, l'objectif de cette zone est de réduire l'empreinte visuelle de certaines enseignes sur le reste du territoire communal, notamment aux abords des grands axes de traversée communal (D562, D10).

Chapitre 2 : Choix retenus pour la partie réglementaire :

Le règlement local de publicité est établi conformément aux dispositions du Code de l'Environnement Livre V, titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes, et notamment des articles L 581-1 à L 581-45 et aux dispositions des articles R 581-1 à R 581-88.

I. Dispositions relatives à la publicité et aux préenseignes

1. Dispositions générales

Interdiction de la publicité (article P0.1)

Le RLP procède ici à un rappel des principales interdictions d'affichage publicitaire édictées par le code de l'environnement et qui s'applique au territoire communal. Ainsi, la publicité est interdite :

- En dehors des lieux qualifiés d'agglomération (L.581-7) ;
- Sur les immeubles classés ou inscrits et sur les arbres (L.581-4) ;
- Aux abords des monuments historiques et dans le périmètre des SPR (L.581-8) ;
- Pour les dispositifs scellés ou directement installés sur le sol (R.581-31)
- Sur les équipements listés à l'article R.581-22 (plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, murs de cimetière et de jardin public,...)
- Sur les bâches (R.581-53)
- Pour les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles (R.581-56)

Dérogation à certaines interdictions légales de publicité (article P0.2)

Si la commune souhaite faire perdurer la qualité paysagère du territoire en maintenant les interdictions édictées par le code de l'environnement sur l'intégralité de la commune, elle souhaite néanmoins permettre l'implantation ponctuelle des dispositifs

publicitaires/préenseignes dans le SPR et dans les périmètres d'abords des monuments historiques.

Dans ces périmètres, le règlement propose dans son article P0.2, une dérogation à l'interdiction d'affichage publicitaire.

Ainsi, sont autorisés :

- La publicité supportée par du mobilier urbain, uniquement **sur abri-bus** ;
- Les préenseignes temporaires ;
- L'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif ;

Dimension des dispositifs (article P0.3)

Afin d'améliorer la compréhension des règles de formats, le règlement précise les dispositions applicables sur ce point suite aux dernières jurisprudences connues à ce sujet et à la récente instruction du Gouvernement relative aux modalités de calcul des formats des publicités (en date du 18 octobre 2019).

Il est donc précisé qu'à l'exclusion de l'affichage sur mobilier urbain, les dimensions maximales autorisées dans chacune des zones correspondent au format de l'affiche ajoutée à celle des éléments d'encadrement.

Aspect, habillage et accessoires annexes à la publicité (article P0.4)

Pour assurer la qualité et harmonie des dispositifs publicitaires, le projet de RLP précise un certain nombre de critères d'esthétique à respecter : dispositifs de 2 faces maximum, habillage du revers du dispositif lorsqu'il est non exploité pour dissimuler la structure...

Publicité supportée par du mobilier urbain (article P0.5)

Afin d'améliorer la compréhension des règles applicables aux différents dispositifs, le règlement précise que la publicité supportée par le mobilier urbain est soumise aux dispositions visant expressément la publicité sur mobilier urbain dans chacun des zones. Même si celle-ci est admise dans différents secteurs de la commune, le RLP rappelle l'interdiction d'y afficher de la publicité numérique, conformément à l'article R.581-42 du code de l'environnement.

Publicité lumineuse (article P0.6)

L'éclairage joue un rôle essentiel dans la perception des espaces publics. En autorisant uniquement la publicité éclairée par projection ou transparence, le RLP vise à interdire les autres types d'éclairage souvent moins qualitatif et très impactant dans le paysage naturel et urbain (néons, leds).

En cohérence avec la politique de développement durable portée par la commune et afin de préserver la qualité du cadre de vie nocturne, des règles d'extinction nocturne sont définies. En effet, si la commune de Lorgues est soumise aux règles d'extinction des publicités lumineuses prévue par le code de l'environnement (article R.581-35), de 1 heure à 6 heures, la commune prévoit au travers de son projet de RLP des horaires d'extinctions plus importants (23h – 7h).

Enfin dans la poursuite des ses objectifs de protection du cadre de vie et suite aux nouveautés législatives (LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets), le projet de RLP détermine des règles applicables aux publicités lumineuses et enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial.

Préenseignes dérogatoires (article P0.7)

Les préenseignes dérogatoires sont les seules préenseignes autorisées hors agglomérations. Ces dernières jouent un rôle majeur en matière de visibilité pour les activités viticoles de la commune.

Le RLP procède ainsi à un rappel des activités pouvant être signalées par ce type de préenseignes ainsi que les articles du code de l'environnement qui s'appliquent à eux.

Préenseignes temporaires (article P0.8)

Le code de l'environnement prévoit un régime particulier pour les dispositifs présentant un caractère temporaire. Les articles R.581-68 à R.581-71 du code de l'environnement distinguent le cas des dispositifs installés pour des durées inférieures à trois mois, de celui des préenseignes installées pour plus de trois mois.

Ces dispositifs s'avérant nécessaires pour signaler des manifestations ou opérations exceptionnelles. Leur installation doit donc rester possible pour la vie du village.

Le règlement du RLP rappelle ainsi simplement les règles nationales applicables.

Emplacements destinés à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif (article P0.9)

Le RLP autorise dans toutes les zones en agglomération les emplacements destinés à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.

Ceci en cohérence avec le Code de l'Environnement qui impose une surface minimale sur chaque commune (article R581-2) et à ce que les emplacements réservés à cet affichage soient disposés « de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux » (article R581-3).

Entretien et dépose (article P0.10)

Le règlement rappelle l'article R581-24 du code de l'environnement : les publicités ainsi que les dispositifs qui les supportent doivent être maintenus en bon état d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement par les personnes ou les entreprises qui les exploitent. Il précise ensuite que les délais de remise en état des dispositifs dès lors que ces derniers sont défectueux, la remise en état suite à des dégâts, etc...

Lors de la dépose d'un dispositif, les supports doivent également être démontés.

2. Dispositions particulières applicables dans la zone ZP1

Aujourd'hui le centre historique connaît une absence de publicité, du fait notamment de sa protection au titre du Site Patrimonial Remarquable (Article L.581-8 du code de l'environnement). La commune souhaitant préserver au maximum la qualité de ce secteur patrimonial, le projet de RLP maintient cette interdiction.

3. Dispositions particulières applicables dans la ZP2

Le centre-ville élargi est au cœur de deux enjeux :

- l'un de préservation de patrimoine du fait de sa continuité au centre-historique et de son appartenance au périmètre de SPR ;
- l'autre en lien avec l'attractivité économique et touristique étant donné la présence de nombreux commerces et équipements communaux.

Il s'agit donc de trouver un compromis entre les usages existants et l'interdiction stricte de publicité, compromis qui puisse répondre à la fois :

- Aux enjeux patrimoniaux de la commune ;
- Aux enjeux de visibilité des activités sur ces pôles de vie de proximité ;

Ainsi, dans cette zone, l'interdiction d'affichage publicitaire sur mur est maintenue (L.581-8 du CE). Seul l'affichage publicitaire sur mobilier urbain bénéficie d'une dérogation à l'interdiction et d'une réintroduction à travers du règlement de RLP, notamment pour la diffusion d'informations municipales et pour la visibilité des activités locales.

> Les publicités (ou préenseignes) sur mobilier urbain :

Conformément au code, ces supports ont vocation à recevoir de façon accessoire de la publicité. Y autoriser la publicité vise à conserver dans ces lieux les supports nécessaires à certains usages (abris-bus) ou à la diffusion d'informations municipales. En effet, la majorité des mobiliers urbains font l'objet de conventions avec des prestataires extérieurs, qui prennent en charge la gestion de ces mobiliers, leur entretien et le remboursement des dégradations.

La publicité permet de financer l'ensemble de ces prestations. Il apparaît donc indispensable de conserver la possibilité d'installation de publicité sur mobilier urbain sur ce pôle de vie.

Afin de limiter leur présence, la publicité apposée sur ces supports est limitée aux abris-bus uniquement. L'affichage publicitaire étant limitée à un format de 2m² d'affiche conformément au code de l'environnement.



4. Dispositions particulières applicables aux ZP3 et ZP4

Au regard de leur éloignement des zones de protection patrimonial (à l'inverse centre-ville), l'implantation de dispositifs publicitaires y est ici légèrement plus souple du fait de leur impact paysager modéré.

Néanmoins, afin de ne pas surcharger le paysage urbain de ces secteurs aujourd'hui peu concernés par de la publicité (légales) mais chargés en matière d'enseignes, la commune a décidé de limiter la densité et le format des publicités, privilégiant ainsi la visibilité des activités locales et la valorisation de la signalétique locale d'activités.

Ainsi, sont autorisées :

> Les publicités (ou préenseignes) sur mobilier urbain :

Conformément au code, ces supports ont vocation à recevoir de façon accessoire de la publicité. Y autoriser la publicité vise à conserver dans ces lieux les supports nécessaires à certains usages (abris-bus) ou à la diffusion d'informations municipales. En effet, la majorité des mobiliers urbains font l'objet de conventions avec des prestataires extérieurs, qui prennent en charge la gestion de ces mobiliers, leur entretien et le remboursement des dégradations.

Afin de limiter l'impact sur le paysage, la publicité apposée sur ces supports est limitée à 2 m² d'affiche. Comme pour la ZP2, seul l'affichage publicitaire sur abri-bus est autorisé dans ces zones, dès lors qu'elles sont concernées par le périmètre de SPR.

> Les publicités (ou préenseignes) apposée sur un mur :

La publicité scellée ou apposée au sol étant interdite sur l'intégralité du territoire (hors préenseignes dérogatoires), seuls les dispositifs d'affichage muraux sont autorisés sur la commune par le code de l'environnement. Le code de l'environnement autorise par ailleurs leur affichage dans la limite de 4 m² (Article R.581-26), les agglomérations communales comprenant moins de 10 000 habitants.

- L'installation de dispositifs publicitaires sur mur représente un impact moins important dans le paysage local qu'un affichage scellée au sol. En effet, le support étant déjà existant (bâtiment, mur de clôture, etc..), l'affichage publicitaire est souvent mieux intégré.
- Néanmoins, afin de limiter leur emprise sur les quelques murs aveugles de la commune, le RLP limite l'affichage publicitaire à un dispositif maximum par unité foncière et à un format d'1m² maximum.

5. Dispositions particulières applicables dans la ZP5

En conformité avec le code de l'environnement toute publicité et préenseigne est interdite, sauf dérogation.

II. Dispositions relatives aux enseignes

1. Dispositions générales

L'ensemble des règles imposées dans le règlement vont dans le sens d'une recherche d'harmonisation et de qualité des enseignes. Elles visent à répondre aux objectifs fixés suivants :

- Promouvoir une identité des enseignes dans le centre village ;
- Encadrer les enseignes dans les pôles d'activités des entrées de ville et accompagner de façon qualitative le développement de ces zones ;
- Réduire l'empreinte visuelle de certaines enseignes sur les abords des départementales D562 et D10.

Pour répondre à ces objectifs le RLP répond :

➤ L'interdiction d'enseignes spécifiques (article E.01)

Le RLP interdit plusieurs dispositifs dont l'installation est estimée comme très souvent peu qualitative. Afin d'éviter l'installation de ceux-ci, le RLP interdit en particulier sur l'ensemble de la commune :

- Les enseignes sont interdites sur les arbres.
- Les enseignes sur toitures ou terrasses en tenant lieu sont interdites.
- Les enseignes sur les gardes corps de balcon ou balconnet sont interdites.
- Les enseignes numériques sont interdites.
- Les enseignes permanentes sur support souple sont interdites (bâches, banderoles, oriflammes, etc...).
- Les enseignes apposées sur une clôture non aveugle sont interdites, exceptées les enseignes temporaires.

➤ Des modalités d'intégrations architecturales (article E.02)

Les dispositions générales font référence à un objectif général d'harmonisation des enseignes avec l'aspect des bâtiments sur lesquels elles sont implantées.

Les enseignes étant soumises à autorisation du maire, il est ici précisé que « l'installation d'une enseigne peut être refusée si celle-ci, par sa situation, ses dimensions, son aspect, est de nature à porter atteinte au caractère architectural du bâtiment sur lequel elle est apposée, ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains. »

De la même façon, le RLP précise que l'enseigne doit s'harmoniser avec les lignes de composition de la façade, afin de privilégier son installation au-dessus des ouvertures et leur intégration en largeur.

Enfin, pour promouvoir l'intégration visuelle des enseignes le RLP précise que « le choix des matériaux des enseignes scellées sur façade doit se faire en harmonie avec la façade et l'architecture du bâtiment sur lequel elles sont installées. L'utilisation des matériaux naturels de type métal, bois, pierre est à privilégier et les couleurs fluorescentes ou vives sont à proscrire ».

➤ Des règles d'extinctions des enseignes (article E.03)

Le RLP étend la plage d'extinction nocturne des enseignes lumineuses (23h à 7h) afin de répondre aux enjeux de réduction des consommations d'énergie. Cette disposition permet également de limiter les impacts sur le cadre de vie nocturne.

Le RLP impose également à ce que les enseignes lumineuses soient éclairées par projection, transparence ou lettres rétroéclairées. Il s'agit notamment d'éviter les enseignes types néons, numériques et autres caissons lumineux en privilégiant des enseignes plus qualitatives.

Enfin, pour des raisons écologiques, de protection de la trame noire, le RLP impose que l'éclairage d'une enseigne doit se faire du haut vers le bas et ne jamais être dirigé vers le ciel.

➤ **Des règles d'implantation et de format maximum pour les enseignes temporaires (article E.04)**

Le RLP prévoit dans le règlement et dans chacune des zones, des dispositions spécifiques applicables aux enseignes permanentes pour l'implantation, les dimensions et l'aspect.

Pour limiter l'impact des enseignes temporaires, parfois nécessaires à certaines opérations commerciales, le RLP limite l'affichage temporaires aux seules enseignes apposés au sol, scellés au sol ou apposée parallèlement à un mur.

La surface maximum autorisée est de 2m² pour les opérations de moins de trois mois à caractère culturel ou touristique et à 4m² lorsque l'enseigne signale des travaux publics ou opérations immobilières de lotissement, construction, etc.

Pour rappel : Les enseignes temporaires scellées au sol ou installées sur le sol sont soumises à autorisation dans un lieu mentionné à l'article L.581-8.

➤ **Les dispositions relatives à l'entretien et la dépose des enseignes (article E.05)**

Afin de se prémunir du mauvais entretien des enseignes ou de la non-dépose de celle-ci en cas de cessation d'activité, le RLP rappelle l'article R581-58 du Code de l'Environnement. Ce dernier précise notamment qu'une enseigne doit-être constituée de matériaux durables, qu'elle doit être maintenu en bon état, ou encore qu'elle doive être supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée dans les 3 mois suivants la cessation de l'activité.

Enfin, le RLP rappelle également l'article L.581-44 du code de l'environnement qui indique qu'à défaut d'occupant, un propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur du local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

2. Dispositions particulières applicables dans la zone ZP1 et la ZP2

Aujourd'hui, le centre ville (y compris historique) présentent une disparité d'enseignes (qualité, format, implantation, choix des matériaux et couleur), parfois peu en adéquation avec l'intérêt patrimonial des lieux.

L'objectif à moyen terme est de promouvoir une qualité visuelle sur ces deux pôles d'attractivité économique et touristique. Pour ce faire, le RLP prévoit :

➤ **Une densité d'enseigne encadrée**

La profusion d'enseignes impacte souvent la qualité de perception du paysage urbain et fait perdre de la lisibilité aux différentes informations associées. Afin de libérer l'espace visuel et de conserver une certaine lisibilité des espaces et des façades, le RLP encadre strictement le nombre d'enseignes par activités et par type de dispositif. Un compromis est trouvé entre encadrement et marge de manœuvre laissé aux acteurs économiques pour se signaler.

En ZP1 et ZP2, une activité peut ainsi disposer de 4 enseignes maximum au choix selon :

- 2 enseignes apposées à plat par façade (une principale et une secondaire)
- 1 enseigne perpendiculaire
- 1 enseigne scellée au sol (si en retrait de plus de 4m de la voie publique)
- 1 enseigne apposée au sol (chevalet)

➤ **Des règles de format, d'implantation d'aspect pour chaque catégorie d'enseigne**

Pour les enseignes apposées à plat ou parallèlement à un mur :

- **L'interdiction d'apposer une enseigne sur mur de clôture ;**
- Un **format** limité pour les enseignes parallèles à la façade d'une activité :
 - o Deux enseignes maximums ainsi qu'une enseigne principale
 - o hauteur maximum de 50cm
 - o largeur limitée à 4m si l'enseigne respecte les dispositions générales d'intégration architecturale
 - o une saillie de 15cm

- Des règles **d'implantation** :
 - o limité par façade à l'enseigne principale au dessus de la vitrine et la secondaire placée sur la partie latérale de la ou de vitrines ;
 - o l'enseigne ne doit pas dépasser la hauteur du rez-de-chaussée du mur qui le supporte sauf lorsque l'activité occupe l'ensemble du bâtiment), afin de protéger les étages ;
 - o les enseignes encadrant intégralement une ouverture sont interdites

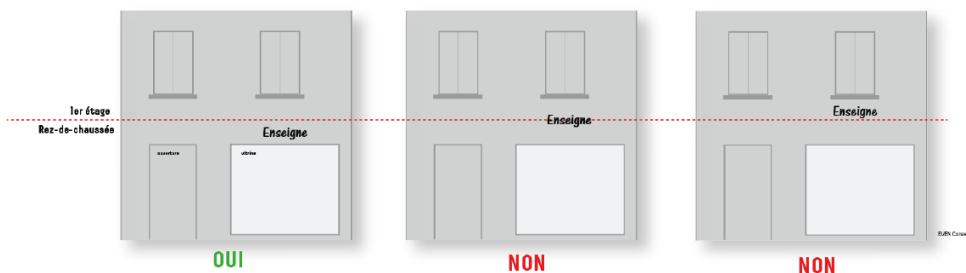


Figure 1 Règle d'implantation ZP1 et ZP2

- Des règles **d'aspects** :
 - o Sont imposées les lettres découpées en ZP1.
 - o Priorité aux matériaux nobles (bois, métal)
 - o Photos et impressions interdites pour les enseignes secondaires
 - o Choix des matériaux en harmonie avec la façade

→ Par expection en ZP2 :

- Pour la **densité** : lorsque la façade d'établissement est d'une longueur supérieure à 15 mètres, il peut être installé deux enseignes supplémentaires par tranche de 15 mètres au-delà de la première.
- Pour l'**aspect** : les enseignes peuvent être fixées sur un support rectangulaire de couleur unie assortie à la façade.

Pour les enseignes perpendiculaires à un mur :

- Un **format** limité pour les enseignes perpendiculaire à la façade d'une activité :
 - o Hauteur maximum de 50cm
 - o une saillie maximale de 0,50m

- Des règles **d'implantation** :
 - o L'enseigne ne doit pas être fixée sur des éléments d'architecture de façade (fenêtre, balcon, ni au-dessus d'une couverture) ;
 - o l'enseigne ne doit pas dépasser la hauteur du rez-de-chaussée du mur qui le supporte
 - o l'enseigne doit être implantée au plus près de la limite séparative du bâtiment d'activité concerné ;

- Des règles **d'aspects** :

- o L'enseigne doit s'inscrire sur un fond de couleur uni

→ Par expection en ZP2 :

- La **saillie** : en bordure des voies dont la largeur entre les deux alignements est supérieure à 8 mètres, la saillie entre le mur et le bord extérieur des enseignes ne doit pas excéder **0,8 m**

Pour les enseignes scellée ou apposées au sol :

Les enseignes scellées au sol sont interdites dans ces deux zones, aujourd'hui globalement dépourvues de ce type de dispositif. La commune souhaite éviter l'implantation de dispositif qui pourraient surcharger l'environnement urbain, notamment en SPR.

Les enseignes apposées directement sur le sol, nécessaires à diverses activités, en particulier les restaurants (affichage de menus, ...), sont autorisées sur le domaine privé et sur le domaine public sous réserve de disposer d'une autorisation. Toutefois, afin d'éviter une « surcharge » visuelle et un « encombrement » des rues du centre, ces dispositifs sont strictement encadrés :

- ils sont limités à un dispositifs simple ou double face par activité
- le **format** est limité à 1 m² par face.
 - o Seuls les formats de type chevalet, porte menu sont autorisés, les enseignes sur oriflammes sont interdites

Pour les enseignes sur store-banne :

- Ces enseignes jouent elles aussi un rôle sur la lisibilité du bâti et la qualité des rues. Afin de limiter leur emprise visuelle, leur implantation est limitée au tombant du store dans la limite de 30 cm.

Pour les enseignes sur auvent ou marquise :

- Leur dimensionnement doit être limité à une hauteur de lettrage de maximum 70 cm et une saillie de 10 cm
- Les lettrages doivent s'inscrire de préférence sur un fond uni ou être composées de lettres indépendantes

3. Dispositions particulières applicables à la ZP3

Les zones économiques sont occupées par des activités souvent localisés aux abords des grands axes. Ces zones se caractérisent par :

- Leur vocation essentiellement économique ;
- L'absence de protection et d'intérêt patrimonial ;
- Leur fréquentation ;
- Des bâtiments diversifiés en termes de surface de devanture commerciale.

L'objectif est ici d'encadrer la densité et le format des enseignes.

➤ **Une densité d'enseigne encadrée :**

La profusion d'enseignes impacte souvent la qualité de perception du paysage urbain et fait perdre de la lisibilité aux différentes informations associées. Afin de libérer l'espace visuel et de conserver une certaine lisibilité des espaces et des façades, le RLP encadre strictement le nombre d'enseignes par activités et par type de dispositif. Un compromis est trouvé entre encadrement et marge de manœuvre laissé aux acteurs économiques pour se signaler.

En ZP3, une activité peut ainsi disposer de 4 enseignes maximum au choix selon :

- 2 enseigne apposée à plat par façade ;
- 1 enseigne perpendiculaire ;
- 1 enseigne scellée au sol (si en retrait de plus de 4m de la voie publique) ;
- 1 enseigne apposée au sol (chevalet) ;
- Des enseignes sur store ou auvent ;
- 1 enseigne parallèle au mur de clôture ;
- 1 enseigne scellée au sol

➤ **Des règles de format, d'implantation d'aspect pour chaque catégorie d'enseigne**

Pour l'enseigne principale

- Un **format** limité
 - o hauteur maximum de 1m
 - o largeur limitée à 4m si les lignes de composition de la façade respecte l'intégration architecturale
 - o une saillie de 25cm
- Des règles **d'implantations**
 - o limité par façade à l'enseigne principale au dessus de la vitrine et la secondaire placée sur la partie latérale de la ou de vitrines
 - o l'enseigne ne doit pas dépasser la hauteur du rez-de-chaussée du mur qui le supporte (sauf lorsque l'activité occupe l'ensemble du bâtiment), afin de protéger les étages ;
 - o les enseignes encadrant intégralement une ouverture sont interdites
- Des règles **d'aspects**
 - o Sont imposées les lettres découpées ou en lettres peintes
 - o Photos et impressions interdites pour les enseignes secondaires
 - o L'enseigne n'exède pas 25% de la surface
 - o Choix des matériaux en harmonie avec la façade

Enseigne apposée à plat ou parallèlement à un mur de clôture

- **Densité**
 - o Une enseigne sur clôture par activité est autorisée
- Un **format** limité
 - o Taille maximale 2m²
 - o Saillie 5cm²

Enseigne apposée perpendiculairement à un mur

- **Densité**
 - o 1 enseigne par établissement

Enseigne sur auvent ou marquise

- Un **format** limité
 - Hauteur maximum de 80 cm
 - Sallie de 80 cm
- Des règles **d'implantation**
 - Interdiction de l'implantation devant une fenêtre, un balcon, ni au-dessus d'une couverture
 - l'enseigne ne doit pas dépasser la hauteur du rez-de-chaussée du mur qui le supporte
 - au plus près de la limite séparative du bâtiment d'activité concerné
- Des règles **d'aspects** :
 - Les lettrages doivent être de préférence sur un fond uni

Enseigne scellée au sol

- Densité
 - Une seule enseignée le long de chaune des voies ouvertes à la circulation
 - Regroupement des enseignes, le cas échéant, sur un format totem
- Un **format** limité
 - Surface max de 4m² par face
 - Hauteur maximum de 4m
- Des règles **d'implantation**
 - Possible seulement si le bâtiment est implanté en recul de plus de 4mètres du domaine public
- Des règles **d'aspects**
 - Partie non utilisée doit être habillée d'une protection esthétique dissimulant la structure
 - Les enseignes doivent être plus hautes que larges et de type « monopied ». Ce pied est vertical et sa largeur n'excède pas la largeur totale du dispositif

- Un **format** limité
 - Hauteur des lettrages maximum 70 cm
 - Saillie limitée à 10 cm
- Les règles **d'aspects**
 - Lettrage sur fond uni ou composé de lettres indépendantes

4. Dispositions applicables à la ZP4 et la ZP5 :

Les quartiers à dominante résidentielle et les espaces hors agglomérations sont occupés par un certain nombre d'activités, souvent localisés aux abords des axes départementaux. L'objectif est de réduire certains formats d'enseignes, parfois trop imposants afin de valoriser les traversées communales et de préserver le cadre de vie des habitants.

Pour ce faire, le RLP prévoit des règles relativement intermédiaires entre les espaces patrimoniaux (ZP1 et ZP2) et les espaces d'activités (ZP3).

➤ Une densité d'enseigne encadrée

La profusion d'enseignes impacte souvent la qualité de perception du paysage urbain et fait perdre de la lisibilité aux différentes informations associées. Afin de libérer l'espace visuel et de conserver une certaine lisibilité des espaces et des façades, le RLP encadre strictement le nombre d'enseignes par activités et par type de dispositif. Un compromis est trouvé entre encadrement et marge de manœuvre laissé aux acteurs économiques pour se signaler.

Comme pour les autres zones, en ZP4 et ZP5, une activité peut disposer de 4 enseignes maximum au choix selon :

- 2 enseigne apposée à plat par façade ;
- 1 enseigne perpendiculaire ;
- 1 enseigne scellée au sol (si en retrait de plus de 4m de la voie publique) ;
- 1 enseigne apposée au sol (chevalet) ;
- Des enseignes sur store ou auvent ;
- 1 enseigne scellée au sol

➤ Des règles de format, d'implantation d'aspect pour chaque catégorie d'enseigne

Enseigne apposée à plat ou parallèlement à un mur de bâtiment :

- **Densité**
 - Limitée à deux enseignes maximum dont la secondaire est limitée à 50cm maximum

- Un **format** limité
 - Hauteur maximum de 80 cm
 - Largueur limitée à 4m sous réserve de respecter l'aspect architectural
 - Saillie maximum de 25 cm
- Les règles **d'implantations**
 - limité par façade à l'enseigne principale au dessus de la vitrine et la secondaire placée sur la partie latérale de la ou de vitrines
 - l'enseigne ne doit pas dépasser la hauteur du rez-de-chaussée du mur qui le supporte (sauf lorsque l'activité occupe l'ensemble du bâtiment), afin de protéger les étages ;
 - les enseignes encadrant intégralement une ouverture sont interdites
- Les règles **d'aspects**
 - Lettrages découpés ou lettres peintes
 - Enseigne ne dépassant pas 25% de la surface. Seuls les lettrages et signes peuvent être opaques
 - Les photos ou autres impressions numériques sont interdites sur les enseignes secondaires
 - Choix des matériaux en harmonie avec la façade

Enseigne apposée à plat ou parallèlement à un mur de clôture

Par un souci d'esthétisme et une volonté de préservation du paysage l'enseigne sur clôture aveugle est interdite.

Enseigne apposée perpendiculairement à un mur

- **Densité**
 - Limité à une enseigne murale par façade
- Un **format** limité
 - Hauteur maximale de 80 cm
 - La saillie entre le mur et le bord extérieur des enseignes ne doit pas excéder 0,8 m

- Les règles **d'implantations**
 - Interdiction de l'implantation devant une fenêtre, un balcon et au dessus d'une ouverture
 - L'enseigne ne doit pas dépasser la hauteur du rez-de-chaussée du mur qui le supporte
 - Implantation au plus près de la liite séparative du bâtiment d'activité concerné
- Les règles **d'aspects**
 - Les lettrages sont de préférences sur un fond uni

Enseigne scellée au sol

- Densité
 - Limité à une seule enseigne le long de chacune des vois ouvertes
- Un **format** limité
 - Surface limitée à 2m² par face
 - Hauteur maximale de 3m
- Les règles **d'implantations**
 - Possible seulement si le bâtiment est implanté en recul de plus de 4mètres du domaine public
- Les règles **d'aspects**
 - Les lettrages sont de préférences sur un fond uni

Enseigne scellée au sol

- **Densité**
 - Limité à une seule enseigne
- Un **format** limité
 - Surface maximale de 2m² par face
 - Hauteur limitée à 3m
- Les règles **d'implantations**
 - Possible seulement si le bâtiment est implanté en recul de plus de 4mètres du domaine public

- Les règles **d'aspects**
 - la partie non utilisée doit être obligatoirement habillée d'une protection esthétique en cas de visibilité depuis une voie publique
 - doivent être plus hautes que larges et de type « monopied ». Ce pied est vertical et sa largeur n'excède pas la largeur totale du dispositif

Enseigne sur auvent ou marquise

- Un **format** limité
 - Hauteur lettrage de 70 cm
 - La saillie maximale de 10 cm
- Les règles **d'aspects**
 - Les lettrages sont de préférences sur un fond uni ou être composées de lettres indépendantes

III. Synthèse générale

SYNTHESE DES PUBLICITÉS					
Publicités-Préenseignes / Zone	Le centre-historique	La Centre ville élargi	Les pôles d'activités	Les quartiers résidentiels	Les secteurs hors agglomérations
Catégorie	ZP1	ZP2	ZP3	ZP4	ZP5
Apposée au sol ou scellée au sol	INTERDITE* (R.581-31 du CE)				INTERDITE* (L.581-7 du CE)
Murale (4m² max RNP)	INTERDITE	INTERDITE	1 m² (Hors SPR)		
Sur Mobilier Urbain	INTERDITE	2 m² (pub limitée aux abri-bus en SPR)			
Sur toiture ou toiture-terrasse	INTERDITE				
Sur garde corps de balcon ou balconnets	INTERDITE				
Sur bâche (R581-53)	INTERDITE (RÈGLEMENTATION NATIONALE)				

***INTERDITE PAR APPLICATION DE LA RÈGLEMENTATION NATIONALE (CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**

SYNTHESE DES ENSEIGNES								
Enseigne / Zone			Le centre-historique		Le centre ville élargi	Les pôles d'activités	Les quartiers résidentiels	Les secteurs hors agglomérations
Catégorie		Règles		ZP1	ZP2	ZP3	ZP4	ZP5
		Nombre d'enseigne max par côté de voie bordant l'activité		4		4	4	
<ul style="list-style-type: none">sur les arbres,sur toiture,sur garde de corps de balcon ou balconnet,sur clôture non aveugle,numérique,Permantentes sur support souple (bâches, banderoles, oriflammes)				INTERDITE				
Enseigne Apposée à plat ou parallèlement à un mur	De bâtiment	Nombre	Enseigne principale	1 par façade		1 par façade (+ 2 pour les façades supérieures à 15 m)		1 par façade
			Enseigne secondaire	1 par façade		1 par façade		1 par façade
		Hauteur maximum de l'enseigne principale		0,50 m		1 m		0,80 m
		Largeur maximum de l'enseigne principale		4 m		4 m		4 m
		Surface maximum de l'enseigne secondaire		0,50 m²		2 m²		0,50 m²
		Saillie des Enseignes		0,15 m		0,25 m		0,25 m
		Aspect	Lettres découpées imposées		Lettres découpées ou panneau de fond uni			
			Privilégier des matériaux Bois – Fer forgé					
	De clôture aveugle (mur plein, palissade)	Densité (nombre)		INTERDITE		1 par activité (en l'absence d'enseigne scellée au sol)		INTERDITE
		Dimension				2 m² max		
		Saillie				5 cm		
	Enseigne apposée perpendiculairement à un mur de façade		Densité (nombre)		1 par façade et par activité			
Hauteur maximum de l'enseigne			0,50 m		0,80 m			
Saillie maximale			0,50 m		0,80 m			
Aspect			Privilégier des matériaux Bois – Fer forgé					
Enseigne apposée au sol		Nombre		1				
		Surface		1 m²				
		Aspect		Format type porte menu, chevalet, oriflamme interdit				
Enseigne scellée au sol		Nombre		INTERDITE		Une seule enseigne scellée au sol est autorisée par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée. Dans le cas où plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, les enseignes doivent être regroupées sur un dispositif unique, de format totem.		
		Dimension				4 m²	2 m²	
		Hauteur				4 m	3 m	
		Aspect				Les enseignes de type « Totem » sont privilégiées. Les enseignes sur oriflammes sont interdites.		
Sur Store		Positionnement		Uniquement sur le Lambrequin (tombant)				
		Dimension		4/5ème de la hauteur du tombant, dans la limite de 30 cm				
Sur Marquise / Auvent		Dimension		La hauteur des lettrages ne doit pas excéder 0,70 m				
		Aspect		Les lettrages et signes composant l'enseigne doivent s'inscrire de préférence sur un fond de couleur uni ou être composées de lettres indépendantes.				